

# *Migrations*

---

- La carte générale des migrations
  - Les saisonniers
  - Les migrations maghrébines
  - Les mouvements des populations et les déploiements des activités
- 

Bibliographies

# MISSION DE FRANCE ET ASSOCIATION

## Sommaire

### *MIGRATIONS*

La carte générale des migrations	
Jean-Claude CHESNAIS ....	p. 2
Les saisonniers	
Jean-Yves CONSTANTIN ....	p. 15
Les migrations maghrébines	
Jean WEYDERT .....	p. 20
Les mouvements des populations et les déploiements des activités	
Pierre JUDET .....	p. 36
Bibliographies .....	p. 50

---

La Lettre aux Communautés est un lieu d'échange et de communication entre les équipes de la Mission de France, les équipes diocésaines associées et tous ceux, laïcs, prêtres, religieuses, qui sont engagés dans la recherche missionnaire de l'Eglise, en France et dans d'autres pays. Elle porte une attention particulière aux situations qui, aujourd'hui, transforment les données de la vie des hommes et la carte du monde. Elle veut contribuer aux dialogues d'Eglise à Eglise en sorte que l'Evangile ne demeure pas sous le boisseau à l'heure de la rencontre des civilisations.

Les documents qu'elle publie sont d'origine et de nature fort diverses : témoignages personnels, travaux d'équipes ou de groupes, études théologiques ou autres, réflexions sur les événements... Toutes ces contributions procèdent d'une même volonté de confrontation loyale avec les différentes situations et les courants de pensée qui interpellent notre foi. Elles veulent être une participation active à l'effort qui mobilise aujourd'hui le Peuple de Dieu pour comprendre, vivre et annoncer plus fidèlement l'Evangile du Salut.

---

# **Editorial**

*Nous présentons dans ce numéro de la Lettre aux Communautés quelques unes des communications qui ont été faites à un week-end consacré à une réflexion sur le phénomène des migrations.*

*Pourquoi ce sujet ?*

*Evidemment parce que les thèmes de l'émigration - ou de l'immigration - sont d'actualité dans notre pays où ils alimentent plus souvent des polémiques politiques d'où la démagogie n'est pas absente plus qu'ils ne sont l'objet d'études menées par des personnes qui y sont directement impliquées.*

*Nous avons donc souhaité porter un regard aussi objectif que possible sur cette réalité. C'est le sens du témoignage donné par Jean-Yves CONSTANTIN et des contributions de Jean WEYDERT et de Jean-Claude CHESNAIS.*

*Mais il nous a semblé aussi que l'immigration en France n'était qu'un élément de mouvements beaucoup plus vastes qui affectaient l'ensemble de la Planète. Comme tels, ces déplacements de population sont symptomatiques de dysfonctionnements essentiellement économiques ou politiques. Ils peuvent donc être le terrain d'une réflexion géopolitique que Pierre JUDET a amorcée pour nous.*

*Dans un prochain Week-End, les 27 et 28 mars 1993, nous reprendrons notre réflexion en concentrant notre attention sur les outils d'analyse que nous mettons en œuvre les uns et les autres pour tenter de comprendre de pareils phénomènes, aussi bien en amont, dans leurs causes, qu'en aval, dans leurs conséquences. Ce parcours devrait nous permettre, en particulier, de nous interroger sur la portée actuelle des analyses qui se réclament du marxisme.*

---

P. 1 Tous ces textes, excepté celui de P. Judet, ont été transcrits, à partir des enregistrements, par B. Boudouresques.

# *La carte générale des migrations*

Jean-Claude CHESNAIS \*,  
Directeur de recherches à l'INED.

## Introduction :

Nous allons envisager le phénomène des migrations depuis la guerre 39-45, en insistant sur la situation en Europe. Mais auparavant quelques remarques s'imposent :

— Nous sommes dans une période de mondialisation des migrations. Les courants migratoires évoluent et la carte mondiale des migrations change extrêmement vite. Par exemple, le Japon est maintenant touché par une immigration en provenance d'Afrique noire. Il reçoit des Africains qui viennent, en principe, comme touristes ou comme étudiants. Ce pays est donc lancé dans la logique migratoire et, avec lui, toute une série de nouveaux pays plus ou moins riches, et pas seulement les Nouveaux Pays Industriels d'Asie qui sont en train de nous rattraper, qui vont bientôt nous dépasser ; pas seulement Hongkong, Taiwan, la Corée du Sud, la Thaïlande.

— Deuxième remarque : des pays intermédiaires deviennent des pays d'immigration, tout en étant des pays d'émigration. Ainsi certains pays d'Afrique du Nord commencent à recevoir des immigrants. En Europe Centrale, plusieurs pays, qui sont dans l'orbite économique de l'Allemagne (ceux que l'Allemagne veut faire rentrer — même contre la volonté française — dans la Communauté Européenne), deviennent des pays d'immigration tout en ayant des émigrants. Ils sont dans la phase de transition migratoire : c'est le cas de la Hongrie. (Actuellement il y a plus de gens qui s'installent de façon permanente en Hongrie que de gens qui en sortent de façon permanente)...

Troisième remarque : le phénomène migratoire est une noria de plus en plus compliquée à gérer. J'ai appris récemment que les responsables de la Trilatérale (club qui regroupe des

---

(\*) Les tableaux présentés dans ce texte sont des éléments d'une étude du même auteur dans une revue internationale éditée en Espagne.

responsables de la triade : Europe riche occidentale, Amérique du Nord riche et Japon) ont pris la question des migrations très au sérieux. Ils ont pris acte de la mondialisation des migrations et tentent d'harmoniser leurs visions pour mieux gérer cette affaire.

Ce phénomène est lié aux déséquilibres internationaux qui n'ont jamais été aussi forts que maintenant. Ce sont des déséquilibres démographiques, économiques, politiques, culturels, ethniques... Et c'est d'une très grande complexité car les uns se nourrissent des autres... Les déséquilibres démographiques sont amplifiés par la montée de la conscience ethnique et celle-ci est liée à la poussée démographique qui est le fait de la misère...

## I - Carte des flux migratoires mondiaux

### *Les principaux pôles d'attraction dans la période 1950-1990*

(Tableau 1)

Les flux migratoires ne sont connus qu'avec une précision toute relative, le plus souvent grâce aux estimations indirectes que permettent les recensements de population dans les pays d'accueil (les statistiques des pays de départ sont généralement très défectueuses). La méthode la plus sûre, pour procéder à des comparaisons internationales, est la méthode dite du « solde » : elle consiste à comparer les résultats de deux recensements successifs ; à l'accroissement total observé on retranche l'accroissement naturel (la différence entre le nombre de naissances et celui des décès) ; le résultat obtenu est le **solde migratoire**.

Tableau 1 : Millions. Période de 1950-1989

Etats-Unis	25	Arabie Saoudite	2
Allemagne Fédérale	9	Israël	1,4
France	4	Hongkong	1,2
Canada	3,5	Koweït *	0,7
Australie	3,5	Japon	0,7

#### • L'Amérique du Nord

Le pôle (U.S.A. + Canada) a absorbé à peu près, dans les 4 décennies depuis 1950, la moitié de l'immigration légale permanente (c'est-à-dire régularisée depuis un certain temps).

● **L'Europe occidentale** : la CEE + AELE (Association Européenne de Libre Echange qui va être absorbée de façon imminente par la CEE) a, dans les quatre dernières décades, absorbé une quinzaine de millions de migrants venant de l'extérieur.

● **La zone Pacifique** : Elle comprend, outre l'Australie, les nouveaux pays industriels, le Japon et son orbite. Dans la période 50-90, l'Australie a absorbé 3,5 millions de migrants ; le Japon, lui, ne veut pas voir la réalité en face car l'opinion y est extrêmement sensible. (Mais les responsables japonais de la Trilatérale ont insisté pour avoir le maximum d'informations). Dans la conception japonaise, un étranger qui arrive est quelqu'un qui va repartir. C'est automatique : il n'est pas Japonais. Même les Coréens, au Japon, ont des problèmes. Or le Japon est devenu un pays d'émigration. Peu à peu les Japonais admettent qu'il faille « s'internationaliser à l'intérieur », c'est-à-dire accepter des gens d'autres cultures. Ils ont conscience de savoir faire à l'extérieur, par exemple : vendre les produits, envoyer des hommes d'affaire. Mais ils ont de plus en plus conscience qu'ils devront faire face à cette réalité nouvelle à l'intérieur.

● **Les pays à rente pétrolière** : Arabie Saoudite, Libye, Emirats, Koweït... qui ont trop peu de main d'œuvre, et de main d'œuvre qualifiée, pour réaliser les projets correspondant à leurs ambitions et à leurs ressources financières.

### ***L'effort d'absorption relatif*** (Tableau 2)

Pour connaître le taux d'absorption relatif de migrants par un pays d'accueil on établit le rapport du nombre des migrants qui y sont définitivement installés à la population de ce pays. Selon ce taux de migration, le classement précédent est très modifié :

**Tableau 2**

<b>1</b>	<b>Australie</b>	<b>270</b>
<b>2</b>	<b>Canada</b>	<b>180</b>
<b>3</b>	<b>Allemagne Fédérale</b>	<b>145</b>
<b>4</b>	<b>Etats-Unis</b>	<b>120</b>
<b>5</b>	<b>France</b>	<b>80</b>

Immigration nette (solde migratoire) pour 1 000 habitants. 1950-1990

Les USA ne sont plus en tête. C'est l'Australie qui est en tête, mais c'est un continent avec deux à trois fois moins d'habitants que la France. Le Canada devance les USA :

c'est le seul pays qui avoue avoir une politique d'immigration avec une visée démographique. Il le dit explicitement, et le Québec encore plus ! car il est à la recherche angoissée de franco-phones : il vient même à Paris prendre des Maghrébins ; il fait la chasse aux Libanais...

Ensuite vient l'Allemagne Fédérale, devant les USA pour la période 50-90. Si on avait commencé les statistiques en 45, on aurait dû tenir compte de l'afflux extraordinaire des réfugiés de l'Allemagne de l'Est, au lendemain de la guerre : les Sudètes en particulier, qui sont passés à l'Ouest parce que le climat de l'Est ne semblait pas très sûr. Sur cette période 45-90, l'Allemagne aurait été à peu près au niveau australien. Beaucoup de ces migrants sont Allemands ; mais il y en a qui ne parlent pas allemand et l'effort d'adaptation est pratiquement le même que pour des migrants venus d'autres pays.

En quatrième position, on trouve les USA, lieu d'un grand débat en ce moment. Les USA ont élargi leurs quotas : de 500 000 à 700 000, avec en plus une immigration clandestine. Mais celle-ci existe toujours dans un pays démocratique. Les Américains pensaient que c'était eux qui faisaient l'effort d'absorption le plus grand : 1 million environ en solde définitif.

La France est en cinquième position parmi les grandes nations, avec un taux qui est deux fois inférieur à celui de l'Allemagne. (L'Allemagne de maintenant, même en enlevant ceux qui viennent de la RDA, reste devant la France).

**Tableau 3**

<b>ESTIMATION DE LA MIGRATION NETTE DANS LES PAYS EUROPEENS, 1950-1990 (en milliers)</b>				
<b>Région et pays</b>	<b>Migration nette</b>			
	<b>1950-60</b>	<b>1960-70</b>	<b>1970-80</b>	<b>1980-90 *</b>
<b>Europe Orientale</b>	<b>— 2 741</b>	<b>— 1 031</b>	<b>— 960</b>	<b>— 2 200</b>
Allemagne (Est)	— 2 056	— 433	— 89	— 550**
Bulgarie	— 163	— 15	— 145	— 150
Hongrie	— 164	+ 9	— 13	+ 30
Pologne	— 220	— 306	— 560	— 1 200
Tchécoslovaquie	0	— 174	— 49	— 30
Roumanie	— 138	— 112	— 104	— 300

Tableau 3 (suite)

Région et pays	Migration nette			
	1950-60	1960-70	1970-80	1980-90 *
<b>Europe septentrionale</b>	<b>- 500</b>	<b>- 278</b>	<b>+ 89</b>	<b>+ 240</b>
Danemark	- 52	+ 20	+ 44	+ 57
Finlande	- 73	- 164	- 6	+ 20
Irlande	- 397	- 161	+ 100	- 100
Norvège	- 14	+ 4	+ 40	+ 70
Suède	+ 93	+ 204	+ 126	+ 145
Royaume-Uni	- 57	- 181	- 215	+ 50
<b>Europe méridionale</b>	<b>- 3 539</b>	<b>- 3 820</b>	<b>+ 520</b>	<b>+ 1 608</b>
Albanie	0	0	0	- 2
Chypre	- 2	- 7	- 9	0
Espagne	- 826	- 551	- 27	+ 350
Grèce	- 211	- 435	+ 272	+ 268
Italie	- 1 166	- 792	+ 30	+ 770
Malte	- 43	- 35	- 5	+ 3
Portugal	- 709	- 1 300	+ 310	+ 270
Yougoslavie	- 700	- 60	- 50	
<b>Europe occidentale</b>	<b>+ 3 749</b>	<b>+ 4 855</b>	<b>+ 3 026</b>	<b>+ 3 864</b>
Allemagne (Ouest)	+ 2 546	+ 2 047	+ 1 854	+ 2 700
Autriche	- 141	+ 38	+ 74	+ 214
Belgique	+ 59	+ 152	+ 111	0
France	+ 1 080	+ 2 177	+ 731	+ 400
Luxembourg	+ 7	+ 15	+ 27	+ 15
Pays-Bas	- 142	+ 92	+ 329	+ 287
Suisse	+ 340	+ 334	- 100	+ 248
<b>Europe entière</b>	<b>- 3 031</b>	<b>- 274</b>	<b>+ 2 675</b>	<b>+ 3 512</b>

\* Evaluation provisoire

\*\* 1980-1989

## Sources :

- Nations-Unies, Etudes Démographiques n° 64, New York, 1980.
- Dumas, J. Rapport, Ottawa, 1991.
- Divers auteurs in RALLU, J.L. et BLUM. A. (eds) : European Population, Paris 1991.
- Nos estimations pour les données défectueuses ou manquantes.

## II - L'évolution de la balance migratoire par grandes régions en Europe

### *Le bilan régional* (Tableau 3)

Les Nations-Unies ont l'habitude de découper l'Europe en 4 cadrans : Nord, Ouest, Sud, Est (l'Europe, dans cette classification, ne comporte pas l'ancienne Union Soviétique).

— **L'Est** : Il s'agit des six anciens satellites de l'URSS : Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, et Roumanie. Ces pays, aujourd'hui, ne vont pas attirer d'émigrants ! Mais il y a eu une immigration dans le passé qui, pour parler franchement, rappelait l'esclavage de l'Antiquité. Des immigrants de « pays frères » étaient amenés dans le cadre de contrats d'Etat à Etat, vers l'ex-Union Soviétique, vers la Tchécoslovaquie, vers la Hongrie... Leur nombre était d'environ 300 000 en 1989, dont la plupart étaient d'origine Vietnamiennne, Angolaise, Mozambicaine... Les femmes immigrées étaient encore plus exploitées.

En dehors d'eux, on comptait aussi des migrants « non asservis ». Par exemple : des Polonais qui allaient en Tchécoslovaquie ou en RDA parce que la Pologne avait une forte main d'œuvre. Ils étaient des migrants temporaires, ou quasi permanents ; ils ont eu de nombreux problèmes quand le mur est tombé...

Mais l'Est a aussi connu une émigration très importante sur la longue durée. De la guerre à 1990, le bilan cumulé des départs définitifs en provenance du bloc soviétique (population de 400 millions) est de 10 millions, dont 7 millions pour la période 1950-1990. Le pays le plus touché par l'émigration a été l'Allemagne de l'Est qui, de 1950 à la chute du mur de Berlin (9 novembre 1989) a perdu 3,3 millions de personnes, soit 20 % de sa population initiale. En réalité le préjudice est allé au delà de ce que laisse supposer une évaluation statistique ; ce sont les individus les plus entreprenants — les plus épris de liberté dans les années 1950 et les plus qualifiés dans les années 1980 — qui ont quitté le pays. C'est l'hémorragie humaine elle-même qui a mis fin au communisme en rendant non viable l'économie de l'Allemagne orientale et en contraignant les autorités à accepter le rattachement à la R.F.A. aux conditions de cette dernière. Toujours de 1950 à 1990, la Pologne — pays d'ancienne émigration — a perdu plus de 2 millions de personnes dont la moitié est partie vers la R.F.A. en revendiquant leur appartenance au peuple allemand.

A l'Est, aujourd'hui, les gens sont appauvris, et l'Ouest verrouille ses frontières en posant des conditions de plus en plus difficiles pour partir, sauf pour ceux qui ont des compétences dans des domaines très recherchés : relevant du complexe militaro-industriel, de la physique fondamentale, de la biologie, ou dans des domaines très spéciaux. Les autres essayent de s'enfuir.

● **Le Nord** : Danemark, Finlande, Irlande, Norvège, Suède et Royaume-Uni.

Le solde migratoire est très faible, car l'Angleterre continue d'être un pays d'émigration. Elle a toujours été tournée vers le grand large : on voit son attitude dans la Communauté Européenne ; on n'arrive pas à l'amarrer au continent. Elle continue à laisser partir des gens qualifiés vers le reste de la planète. L'Angleterre a toujours une vision planétaire : certains partent en Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, d'autres aux USA et en Afrique du Sud. Un Anglais vit avec la planète sur la tête... Les Irlandais ont une vieille tradition de départ et ils continuent à partir... mais, pour la première fois depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Irlande voit sa population augmenter (+ 25 % entre 1970 et 1990), cependant que l'émigration séculaire semble progressivement se tarir par lente extinction des déséquilibres qui l'avaient déclenchée. La Suède est un pays d'immigration. La Finlande était un pays d'émigration : elle nourrissait la Suède en termes de capital humain (bâtiment, industrie...). Maintenant c'est fini : les Finlandais se sont enrichis, il y a moins d'enfants. Et la Finlande devient un pays d'immigration.

● **Le Sud** : Albanie, Chypre, Espagne, Grèce, Italie, Malte, Portugal, Yougoslavie.

On retrouve le même paysage que pour la Finlande. L'Europe du Sud a beaucoup fourni l'Europe du Nord : l'Europe du Sud était une zone agraire traditionnelle, pendant très longtemps patriarcale... Entre 1950 et 1970 l'Europe méridionale perd 7,3 millions de personnes par émigration. Mais elle a fait une mutation, surtout depuis la fin des dictatures et l'entrée dans la CEE. On a fait rentrer la Grèce dans la CEE pour l'empêcher de retourner à la dictature. La Grèce est devenue un pays d'immigratoir. C'est le cas aussi du Portugal, de l'Espagne et de l'Italie. Tous ces pays ont vu leur pays basculer dans les années 1970 ; en ces années, il y eut à peu près équilibre entre les entrées et les sorties. En Espagne, avec la fin de la dictature de Franco, il y eut un retour de migrants. Mais des gens, venant d'Afrique du Nord, venaient aussi en transit et certains commencèrent à s'installer. Tout cela, grosso-modo, s'équilibrait à peu près. Ces pays étaient dans la phase de « transition migratoire » où un pays cesse d'être un pays d'émigration et devient un pays d'immigration. En Italie, depuis la guerre, la fécondité italienne est inférieure à celle de la France. Pour l'Espagne, c'est la même chose : quand ils voient des gens d'Afrique du Nord, ils ont peur.

● **L'Ouest** : l'Allemagne de l'Ouest, l'Autriche, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse.

C'est la partie la plus riche, avec une forte immigration depuis longtemps. La France, où la limitation des naissances a commencé avec un siècle d'avance sur ses voisins, a, avec un siècle d'avance également, été le premier pays européen à faire appel, de façon massive, à l'immigration pour compenser sa faiblesse démographique. Dans les années 1950 sa situation s'est étendue à toute l'Europe de l'Ouest, sauf l'Autriche et les Pays Bas.

Sauf dans les années 1960 marquées par le décollage industriel et l'arrivée des rapatriés d'Algérie, le solde migratoire allemand dépasse celui de son homologue français. Sur l'ensemble des années 1950 - 1990 le gain migratoire cumulé de l'Europe de l'Ouest est de l'ordre de 15 millions de personnes, dont 9 millions pour la seule RFA. Ce qui correspond à 10 % de la population moyenne (148 millions en 1970). Ce mouvement d'entrée dans l'immigration est lié à deux choses : à l'internationalisation et à l'évolution de la démographie. Quand un entrepreneur a besoin de main d'œuvre, s'il ne la trouve pas sur place, il va chercher ailleurs ; les candidats ne manquent pas. La planète est composée de riches et de pauvres, mais surtout de pauvres, avec une petite frange de gens riches. La masse de gens qui sont prêts à ouvrir leur intelligence ou leurs bras à ceux qui veulent bien leur ouvrir la porte est en augmentation. L'Europe de l'Ouest est donc une région d'immigration depuis longtemps.

## ***Les grandes phases du mouvement migratoire***

Sur l'ensemble de la période d'après-guerre, la conjoncture migratoire de l'Europe peut être résumée en quatre phases :

● **1946-1955, l'immédiate après-guerre** : c'est une phase de reconstruction. Le phénomène migratoire est assez important. Il comportait surtout des déplacements à cause de l'installation du communisme à l'Est : bon nombre ont essayé de fuir, en Allemagne en particulier. Mais comme l'Europe, assez pauvre, avait une impression de surpeuplement dans beaucoup de régions, on note aussi une « émigration transocéanique » : des Européens continuent à aller vers les Amériques, avec l'impression que l'Europe était ruinée, qu'elle ne pourrait pas faire face parce qu'il y avait trop d'hommes. Des plans d'émigration ont été mis en place : 2 millions d'Allemands ont continué ainsi à partir vers le Nouveau Monde, en même temps que se déversaient tous les réfugiés dont je vous ai parlé. L'Allemagne a commencé par avoir un nombre de chômeurs incroyable, et vers 1950 (on a parlé de miracle), elle a réussi à absorber plus de 10 millions de réfugiés ; au milieu des années 1950, elle avait retrouvé — et même dépassé — son niveau d'avant-guerre et sa population active s'est dilatée de façon étonnante. On a compris alors qu'il se passait quelque chose : l'Europe n'était plus condamnée à la misère. Le plan

Marshall s'était mis en route et ce fut le démarrage. On a mis en place le Marché Commun avec le grand boom (ce que Fourastier appelle les « Trente Glorieuses ») qui en résulta.

● **1956-1973** : L'Europe devient une zone d'immigration très importante, en compétition avec les USA. En proportion, elle recevait autant d'immigrants dans sa partie occidentale que les Etats-Unis. Elle recevait des immigrants surtout du Sud (Italiens...) mais aussi d'autres régions : Afrique du Nord pour la France, Yougoslaves pour la Suisse, les Allemands. L'Europe occidentale a été un véritable aimant faisant venir les immigrants. En 1973, le nombre des travailleurs étrangers employés dans les économies avancées de l'Europe du Nord-Ouest a culminé à 6,6 millions.

● **1974-1984** : En 1974, le vent a tourné au moment du choc pétrolier. Le ralentissement brutal de l'activité économique amène les principaux pays d'immigration à décider de suspendre l'entrée de nouveaux travailleurs et à favoriser le retour de la main d'œuvre étrangère employée dans les secteurs en crise. C'est très net alors pour l'Espagne, la Grèce et le Portugal où cela coïncide avec la chute des dictatures. A cette époque on s'est beaucoup interrogé sur la croissance : celle-ci était dénoncée. Les prévisions du Club de Rome et de certains écologistes préconisaient la croissance zéro ! (« Il faut arrêter » ! « La croissance est dévastatrice » : « On laisse des tas de gens sur le bord de la route » ! « On pollue » ! « On détruit la nature » !!).

Après le choc pétrolier, on a mieux réalisé les effets négatifs de la croissance zéro : arrêt du pouvoir d'achat, multiplication du nombre de chômeurs, extension du Quart Monde à l'intérieur de notre société. Et donc en voyant le chômage augmenter, on a dit qu'on ne pouvait plus recevoir des émigrants, et on a verrouillé. On a décidé de fermer la porte à l'émigration et de favoriser le retour de la main d'œuvre des secteurs en crise. Mais l'opposition au retour est si vive que les démocraties occidentales reculent devant les perspectives d'extradition et finalement optent pour l'intégration des communautés régulièrement installées, en favorisant le regroupement familial. Si bien que l'immigration se poursuit sous des formes différentes.

● **1985 à nos jours**. La conjoncture économique mondiale devient moins défavorable. La croissance est devenue bonne, à l'échelon mondial, notamment en Europe. Les pays du Sud de l'Europe ont été absorbés par la logique communautaire ; ils ont bénéficié des transferts et ont eu une croissance beaucoup plus forte que les pays de l'Europe de l'Ouest. Ils ont ainsi rattrapé leur retard : l'Espagne a eu une croissance impressionnante sur ces 10 dernières années, de même le Portugal. C'était un pays qui avait de très nombreux chômeurs ; maintenant le chômage y est faible, de l'ordre de 4 %. Il en est de même en Grèce. Ces pays sont rentrés dans l'immigration ; ils sont devenus attractifs et sont rentrés dans le club communautaire auquel toute la planète rêve d'adhérer.

### III - Données comparées des principaux pays occidentaux

#### *L'Allemagne Fédérale*

Autrefois c'était un pays à forte natalité, à forte pression démographique. L'Allemagne a souvent parlé de la conquête de l'espace pour permettre à ses citoyens de vivre. Elle s'est étendue à l'Est, en fournissant de la main d'œuvre. Elle a alimenté des colonies de peuplement dans plusieurs pays de l'Est et elle a fourni une partie de la population des USA, jusqu'au milieu des années 50. Maintenant la situation a radicalement changé. L'Allemagne est devenue un des pays de la planète de plus faible fécondité. Hitler a eu peur quand il a vu que la fécondité s'effondrait. En 1934, à son arrivée au pouvoir, il a interdit brutalement l'avortement (avec exécution des gens pris en flagrant délit !). En dehors de la composante nataliste, on notait une composante raciale, avec la stérilisation forcée de gens considérés comme dégénérés ou inférieurs. La politique de population a contribué à relancer la natalité (pas tellement par ces mesures) mais aussi par l'effort indirect de changement de conjoncture économique. L'Allemagne avait 6 millions de chômeurs en 33 et, en quelques années, Hitler a fait disparaître le chômage. Ils ont été réinjectés dans le réarmement industriel et surtout militaire. L'état d'esprit a complètement changé, la fécondité est revenue à peu près à l'équilibre, puis est redescendue. Après le second miracle économique allemand, dans les années 1950-1960, la fécondité à nouveau est passée au-dessus de l'équilibre. L'Allemagne a eu donc des besoins de main d'œuvre à cause de ses trous démographiques et aussi de sa bonne santé économique.

C'est le premier pays d'immigration, en Europe, depuis la guerre. Son immigration a plusieurs composantes :

+ Allemands de RDA : composés d'hommes vivant sans espoir ou aspirant à la démocratie et la prospérité. Environ 4 millions sont passés de RDA en RFA.

+ Allemands hors RDA : « ceux qui passent par dessus » la frontière et « ceux qui viennent de l'extérieur », qui sont de souche allemande. Quand on peut se faire passer pour Allemand (et quand on vit pauvre dans un pays de l'Est), cela vaut le coup d'avoir un certificat de germanité ! Un peu plus de 2 à 2,5 millions ont ainsi quitté le bloc soviétique (hors RDA) pour aller en RFA ; on venait souvent de Pologne (Silésie), de Roumanie (Transylvanie) de la Volga...

+ non Allemands : des Turcs par exemple. Après la construction du mur, l'immigration s'est ralentie pendant un certain temps. La source de main d'œuvre « naturelle » s'épuisant, l'Allemagne mit en place des conventions bilatérales avec la Turquie, l'Italie, la Grèce... Actuellement 2 millions de Turcs (0 en 1960), des Yougoslaves (en grand nombre, des Croates pour l'essentiel alors qu'en France on trouve surtout des Serbes), des Italiens, des Grecs, des Espagnols.

L'Allemagne a un droit de nationalité très particulier : il est très difficile de devenir Allemand... (il y a des raisons historiques...).

## ***La France***

En France, on avait besoin de main d'œuvre et de soldats, à cause d'une situation démographique marquée par la plus basse fécondité de la planète, depuis la Révolution jusqu'à l'entre-deux guerre. A la suite du changement de politique familiale ce n'est plus le cas maintenant. En effet, à la fin de la guerre, le pays ayant pris conscience que s'il laissait filer la démographie il perdait sa liberté, on fit un effort massif de transferts en faveur des jeunes familles.

Du fait du code de nationalité, de nombreux étrangers sont devenus Français, car ce code, à la différence de l'Allemagne, est très assimilateur. Dans le passé on a donc « francisé » des étrangers, qu'ils soient Italiens, Belges... Cela, du reste, a posé des problèmes par exemple avec Mussolini qui disait « Ce sont mes Italiens que vous comptez comme Français ». Il faisait des pressions sur les Italiens en France pour qu'ils ne se considèrent pas comme Français. Dès qu'une femme Italienne, habitant en France, était enceinte, il lui demandait de revenir au pays pour accoucher !. L'Allemagne va maintenant probablement modifier son droit de nationalité dans un sens analogue au nôtre, sinon elle aurait 10 millions d'étrangers dans une dizaine d'années et ce ne serait plus viable ; les Allemands le savent.

## ***L'Italie***

Son cas est un peu analogue à celui de l'Allemagne. L'Italie a fourni des émigrants à l'Amérique du Sud, aux USA. Aujourd'hui, avec une fécondité basse, notamment depuis ces 15 dernières années, elle fait face à des immigrations très fortes dans certaines régions, le Nord, Naples (avec une économie souterraine très forte). L'Italie où la perméabilité des frontières est plus grande, où la corruption de la politique est plus forte, où l'effet des mafias est plus important, devient un pays de forte immigration. Cela va poser des problèmes, pas seulement pour l'Italie, mais pour nous aussi, parce que l'Italie devient la porte d'entrée dans l'espace communautaire.

## ***Le Royaume Uni***

L'Angleterre est une île (c'est un cas à part depuis toujours). Dès 1962 un gros effort a été mené pour endiguer la pression démographique du Nouveau Commonwealth, si bien que jusqu'au milieu des années 1980 l'immigration en provenance de ces pays était inférieure à l'émigration des sujets britanniques. Depuis 1985 le solde migratoire est positif. Mais, s'il y a une immigration forte en Angleterre, cela n'aura pas de répercussions très importantes pour la Communauté Européenne.

## IV - L'immigration dans la CEE

De l'extérieur, la CEE est perçue comme un club fermé où chacun des membres tient la porte pour que les gens de l'extérieur ne rentrent pas. Tous ces membres ont le même langage : le quota zéro pour l'immigration. En 1973-74 on a préconisé l'arrêt des entrées de nouveaux immigrants, l'intégration des communautés immigrées régulièrement installées et l'incitation aux retours volontaires. Cette politique a été illusoire. Ainsi, de 1960 à 1973 la Communauté des Douze a connu un solde migratoire positif de 1,7 million de personnes. Mais, de 1974 à 1989, le solde s'est établi à 4,7 millions ! C'est dire l'irréalisme de la politique préconisée... Les déséquilibres structurels entre **Nord** et **Sud** sont d'une toute autre ampleur qu'entre l'**Est** et l'**Ouest**. La migration du Sud est inévitable : « On n'arrête pas la mer avec ses bras » déclarait le Président du Sénégal Abdou DIOUF.

Comment un pays comme la France pourrait-il maîtriser l'immigration ? Dans les quatre catégories d'immigrants, il est difficile de mettre des barrières :

***L'immigration économique*** officielle, passant par l'Office des Migrations Internationales en France. Nous avons besoin d'immigrants, nous manquons d'ingénieurs, d'infirmières, de gens dans plusieurs métiers.

***L'immigration politique.*** La France est une terre de liberté. Elle a signé la convention de Genève sur le droit d'asile. Il y a des hommes qui sont persécutés pour des raisons d'opinion, de religion, d'appartenance ethnique, et on a le devoir de les recevoir. Certains trichent, mais pas tous.

***L'immigration familiale*** : Elle fait partie des droits de l'homme ou de la femme. A partir du moment où un travailleur est régulièrement installé chez nous depuis un certain nombre d'années, qu'il fait bien son travail, qu'il ne fait pas de la délinquance, qu'il ne s'occupe pas de prostitution ou de drogue, etc., s'il veut faire venir un ascendant, ou un descendant, un époux, une fiancée, on ne va pas fermer la porte. Et l'immigration familiale ne peut être arrêtée. Ici, comme plus haut, la règle démocratique est en jeu.

***L'immigration clandestine.*** On peut faire mieux pour la contrôler ou l'empêcher, mais ce ne sera jamais facile.

## V - Les perspectives

Les déséquilibres n'ont jamais été aussi forts, de part et d'autre de la Méditerranée. C'est la grande ligne de fracture actuellement. Au Nord, existe un club qui est prospère et qui ne fait pas d'enfants ou très peu. Au Sud, existent des régions très pauvres, de forte démographie,

affamées dans certains cas, et qui cherchent à survivre. D'où les tensions et les flux migratoires. Il est clair que la diminution de ses tensions repose sur une politique économique différente de celle d'aujourd'hui et qui permettrait aux pays exportateurs de main d'œuvre de la fixer chez eux pour leurs propres besoins de développement. Cela implique aussi souvent une autre politique à l'intérieur de ces pays. Mais, dans l'état actuel des choses, comme on ne peut pas fermer les frontières, il faut gérer ces migrations, s'entendre avec les pays d'origine et aussi entre nous, Européens, de façon à ce que cela ne se passe pas trop mal.

La migration du Sud est inévitable et l'Europe va au-devant de la plus longue et de la plus forte vague de migrations que le monde ait jamais vue.

## Conclusion

Le discours politique apparaît de plus en plus déphasé par rapport à la réalité migratoire, qui s'impose d'elle-même. L'arrêt des flux d'immigration est une pure illusion, ne serait-ce qu'en raison de l'inertie de la composante familiale du phénomène et surtout en raison des déséquilibres internationaux, mais aussi internes aux sociétés européennes. Le déséquilibre méditerranéen étant plus profond que celui qui sépare les deux Amériques ; l'Europe doit donc envisager des décisions stratégiques pour atténuer les risques de rupture qu'il comporte ; l'union politique est un impératif et l'attitude communautaire à l'état de balbutiement. Or la pression migratoire, dont nous ne faisons aujourd'hui qu'enregistrer les premiers effets, ira rapidement croissant ; le grand problème des sociétés européennes au XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de l'immigration ; l'Islam est déjà la seconde religion de la France devant le protestantisme et le judaïsme ; c'est la 3<sup>e</sup> religion de l'Allemagne ; Bruxelles n'est pas seulement la capitale de l'Europe mais aussi celle de l'Islam Européen (c'est la ville qui compte la plus forte fraction de musulmans). Les populations européennes à fond culturel commun, hérité du christianisme (catholique, protestant ou orthodoxe selon les régions) réussiront-elles à coexister sans heurt avec leurs composantes islamiques ? L'Islam est-il réformable, compatible avec la laïcité et la démocratie ? Au-delà du conflit possible des religions, peut aussi naître celui des ethnies, comme le montre la résurgence des nationalismes voire du tribalisme en divers points du globe et en Europe même.

Si donc l'immigration est, sur le plan démographique et économique, un atout vital pour le maintien du dynamisme de l'Europe, ses enjeux en termes civilisationnels et politiques ne doivent pas être ignorés. Une délicate pédagogie de l'opinion doit donc être menée pour que ces grandes migrations, inévitables, qui se préparent, soient encadrées et non subies. De ce point de vue, le retour à une natalité équilibrée s'impose pour permettre aux sociétés d'accueil d'avoir un pouvoir assimilateur suffisant.

# LES SAISONNIERS

Jean-Yves CONSTANTIN,  
prêtre de la Mission de France.

Je vis dans le Lot-en-Garonne, entre Toulouse et Bordeaux, dans la vallée du Lot et de la Garonne, à mi-chemin entre Paris et Madrid. C'est un département qui se caractérise notamment par des productions fruitières et légumières, qui propose donc du travail saisonnier, autant pour les plantations que pour les récoltes. Certains agriculteurs s'organisent en ayant une suite de cultures. Ainsi, pendant plusieurs mois, ils peuvent avoir une équipe qui reste, passant d'une récolte à l'autre, pouvant séjourner ainsi entre un mois et six mois, voire huit ou neuf mois.

Dans le Lot-et-Garonne, pour parler de la situation locale, il y a à peu près 1 500 ouvriers agricoles permanents mais ce nombre tend à diminuer d'année en année.

S'ajoutent à ces ouvriers permanents, environ 7 000 saisonniers locaux, c'est-à-dire des gens qui habitent de façon ordinaire dans le Lot-et-Garonne. Ce sont des gens d'origine marocaine ou française qui sont résidents habituels ; ce sont des fem-

mes au foyer ou des étudiants ; ce sont des saisonniers de toute saison, passant d'une saison à l'autre, d'un employeur à l'autre, toute l'année et tous les ans.

Enfin il faut y ajouter 7 000 à 8 000 saisonniers étrangers, qui viennent en France pour quelques semaines ou plusieurs mois, pour les récoltes ou pour les plantations.

Il faut noter que la situation du Lot-et-Garonne, quand on la regarde en évolution et sous plusieurs années, montre qu'il y a un choix délibéré d'avoir des saisonniers. La Gironde — département voisin — utilise un nombre plus conséquent d'ouvriers mais en ouvrier permanents. Elle fait un choix autre : le nombre d'ouvriers permanents se maintient, tandis qu'en Lot-en-Garonne un employeur peut licencier neuf de ses ouvriers permanents pour, le mois suivant, les réembaucher — les mêmes ! — comme ouvriers saisonniers (c'est-à-dire avec interruption après chaque contrat à durée déterminée).

Dans le Lot-et-Garonne, les saisonniers migrants viennent, pour la période actuelle, essentiellement du Portugal (les 2/3) et après d'Espagne. La proportion s'est inversée, il y a deux ou trois ans. En effet, en Espagne le niveau de vie a augmenté, et le volume de travail aussi, les gens ont donc préféré ne pas absorber la contrainte de l'éloignement de la famille et rester chez eux.

Les Marocains, en agriculture, sont assez présents, mais ils sont comptés parmi les saisonniers locaux : ils résident habituellement en France. Les saisonniers marocains migrants sont très peu nombreux et auront tendance à diminuer. Actuellement la Communauté Européenne aide énormément l'investissement au Maroc, préférant voir rester sur place le volume de main d'œuvre. Cela pose déjà des questions : ainsi plusieurs pépiniéristes ont commencé à investir au Maroc et on se demande si on va construire les serres là-bas plutôt qu'ici, en France. On constate, par exemple, sur les marchés, la présence de tomates marocaines. Cela pose de grosses questions aux producteurs français qui produisent à des prix nettement supérieurs en main d'œuvre et en investissement. On met le doigt, là, sur des difficultés qui sont dues à une concurrence entre deux « bassins » de main d'œuvre.

On se pose des questions sur la manière dont vont se passer les mois d'avril et de mai 1992, puisque depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1992, il y a libre circulation pour les travailleurs venant de la péninsule ibérique : un Portugais arrivant avec sa valise peut venir frapper à la porte de qui il veut pour trouver du travail. Cette crainte ne s'est pas réalisée.

### **Les conditions d'embauche**

L'embauche se fait selon des filières qui reposent sur deux éléments importants : la relation et la connaissance. On ne va pas s'embaucher dans un endroit où on ne connaît rien ni personne. Il faut avoir un point d'appui, soit un cousin, soit un ami, soit quelqu'un du village et, en plus, un minimum de connaissances. Mon employeur, par exemple, a commencé d'abord par embaucher un père d'une famille. Ensuite, à peu près toute la famille est passée chez lui, pendant plusieurs années, en revenant au pays à chaque saison. Ce fut le père dans un premier temps, puis ce fut le fils aîné qui ont servi à recruter dans le village d'origine les gens qui avaient constitué l'équipe. Il téléphonait et disait « Francisco, il faut que tu me trouves une équipe de six, de huit... » et Francisco trouvait. S'il veut que l'embauche se fasse dans de bonnes conditions, Francisco avait tout intérêt à trouver les gens qui fassent l'affaire. Sinon c'était un risque de tensions.

Mais à côté de ce mode d'embauche, il faut mentionner le rôle des « hommes de confiance ». Ce ne sont pas forcément des hommes qui vont travailler sur l'exploitation, mais c'est le même principe. Dans le village voisin, il y a un Portugais qui est là et sert de point de ralliement : si on veut trouver quelqu'un au Portugal, on sait qu'on peut lui téléphoner et qu'il a un réseau de connaissances et de relations. Tout ce qui se passe sous la table n'est pas forcément dit : cela peut aller de quelqu'un qui le fasse de façon gracieuse jusqu'au fait de dire « Je te trouve du travail en France moyennant... ». Les deux peuvent le faire : l'employeur, comme les gens qui trouvent du travail ici.

### **Les conditions d'accueil en France**

Il faut souligner que les conditions de logement et d'accueil se sont très nettement améliorées. Depuis une dizaine d'années, dans le Lot-et-Garonne (je ne parle pas de la vallée du Rhône où cela se passe différemment), on ne retrouve plus — ou très rarement — des gens logeant dans un hangar, c'est-à-dire avec des bâches, sur des lits superposés. Cela devient très rare. Comme on ne voit plus que très rarement des enfants cachés dans une maison pour trier des haricots. Par contre, un problème demeure et qui n'est pas simple, c'est celui des bulletins de paye. D'ordinaire ils sont

en règle — puisque les gens ont appris à les lire — mais la réalité est souvent bien différente du document administratif. Ainsi, actuellement, un certain nombre de Portugais négocient un revenu de fin de saison. Ce qui les préoccupe c'est de ramener chez eux un volume d'argent. La négociation se passe en quelque sorte ainsi : « Tu acceptes de me payer combien d'heures ? » — « J'accepte que tu travailles tant d'heures, mais je ne peux pas te payer plus que ça par heure ». Chaque année le prix horaire augmente un petit peu. L'année dernière le chiffre de 20 F/heure a dû être adopté par les Portugais, pour un certain nombre d'emplois. Ce qui n'empêche pas qu'un certain nombre d'autres sont embauchés dans des conditions normales. Cela veut dire que 20 F/heure c'est un chiffre souvent utilisé, quelques-uns au-dessus, quelques-uns en dessous. Or, dans le village où je suis, est arrivé un couple de jeunes Tchèques qui cherchaient du travail. Dans leur raisonnement ils sont partis de l'argent de leur pays et ils ont commencé la négociation à 10 F/heure. Je sais qu'ils ont baissé rapidement à 5 F/heure. Ce sont des problèmes qui nous posent question : comment la fin de saison va-t-elle se passer s'il y a un afflux massif de gens qui viennent avec leur valise pour trouver du travail en ayant comme objectif d'obtenir un revenu selon les normes de leur pays d'ori-

gine ? Les objectifs des travailleurs migrants sont variables, mais, la plupart du temps, c'est la recherche d'un revenu complémentaire, soit parce qu'il y a situation de pauvreté — voire de misère — soit parce qu'on veut construire un magasin, une maison, ou un atelier, soit qu'étudiants ils veulent préparer l'avenir. Mais cela peut être aussi parce qu'on sait — comme c'était le cas jusqu'à maintenant en Espagne — que si on a travaillé six mois en France, on peut toucher le chômage par la suite et passer le reste de l'année tranquille.

Dans la mesure où l'objectif principal est de ramener un certain capital, les autres éléments deviennent accessoires : participer à la vie d'un village, nouer des liens avec les gens du secteur, jouer la solidarité avec d'autres saisonniers, qu'ils soient locaux, ici en France, ou d'autres nationalités, participer à la défense des droits, garder des objectifs de vie spirituelle. Ainsi les gens vivent souvent repliés sur eux-mêmes et arrivent aussi à accepter de se dégrader.

Ces éléments-là sont plus évidents et plus criants quand on considère le travail à la tâche où il est clair que, dans ces conditions, l'autre devient facilement un concurrent, une contrainte car il va empêcher le travailleur d'avoir le meilleur rang, la meilleure position pour acquérir le plus

vite possible les objectifs qu'il s'est fixés ou qui l'obligent à subir les contraintes d'horaires collectifs, à perdre du temps en allant chercher des emballages, des palettes, des plateaux de fruits ou légumes à un endroit ou l'autre. Là, c'est un petit peu la loi de la jungle, et c'est pourquoi il y a très rapidement des conflits entre nationalités.

### **Les travailleurs ont aussi leur dignité et leur responsabilité**

Je crois qu'il ne faut pas non plus verser dans le misérabilisme : nous savons que c'est par nos blessures que nous grandissons. Le dépassement de soi-même révèle l'homme à lui-même. On s'est tous réjoui du signe d'espoir qu'a pu donner d'Aboville en traversant l'océan Pacifique... même si nous ne ramons pas sur les mêmes eaux et si nous n'abordons pas aux mêmes plages. Mais cela demande, je crois, de savoir discerner. De dures conditions de travail peuvent être comme une traversée du désert qui permet à l'homme de trouver le lieu du sens, de marcher vers le bonheur, vers une terre promise. Mais l'exploitation et le mensonge, l'égoïsme, l'injustice, sont des éléments qui tuent l'homme. Pendant la traversée du désert, il faut faire la différence entre le chemin aride et le scorpion qui pique et tue.

Il faut aborder toutes ces questions, je l'ai dit, sans tomber dans le misérabilisme, ni dans une accusation uniquement centrée sur les employeurs. Chacun a sa place et ses responsabilités. On peut, on doit se battre pour la défense d'emplois permanents et pour que les hommes soient respectés. Ce qui n'empêche pas que certains travaux resteront rudes et qu'un développement, qu'il soit humain ou qu'il soit économique, se fait dans l'effort. Il faudra aussi défendre les conditions d'accueil et de rémunération des saisonniers, migrants ou non, et cela devra prendre en compte la concurrence entre nationalités. On peut prendre pour exemple la question de l'accueil de Polonais. Certains s'insurgent un peu quand, moi, je mets un frein à leur exubérance dans leur désir de voir accueillir des Polonais. Mais il faut au moins que les situations soient claires quant aux conditions de rémunération. Il nous paraît évident, à nous, sur le terrain, que les premières embauches se feront au noir, et avec des négociations sous la table. Et c'est déjà ce qui se passe. Bien sûr on peut avoir des raisons philosophiques ou humanitaires pour préconiser cet accueil mais, concrète-

ment, les gens viennent chercher des sous. Avant que les sous rencontrent la philosophie, il y a un peu de temps à passer. J'ajouterai — et c'est d'un autre ordre — que le travail d'ouvrier agricole est traversé par une autre concurrence à l'intérieur de l'emploi. En effet, les uns, — travailleurs permanents — sont censés avoir le travail le plus noble et les autres — les saisonniers — sont censés avoir le travail le plus difficile, le moins intéressant. A l'intérieur de cela, bien que les objectifs premiers soient peut-être de ramener des sous, bien que la valise soit parfois une valise vide, chacun a tout de même sa dignité et cherche, en finale, à acquérir une promotion. Ce qui veut dire que les concurrences sur le chantier peuvent conduire parfois à des climats exécrables, et c'est ce qui nous est arrivé l'année dernière. On ne peut arriver à une vie en commun que si l'homme est respecté ; et l'homme ne sera respecté que s'il est accueilli dans sa différence, dans sa dignité. Pour cela, il faut, je crois, introduire un respect profond les uns envers les autres et introduire, très vite, la notion de pardon afin de créer des liens nouveaux.

# Migrations Maghrébines

Jean WEYDERT

S. J.

— L'émigration du Maghreb nous touche de très près, car la population d'origine maghrébine résidant en France aujourd'hui est assez importante. Elle s'élève, tout compris, à près de 2,5 millions de personnes. Par : résidant en France, je veux dire qu'un certain nombre de ces personnes sont définitivement installés dans notre pays, même s'il y a encore des retours, des allées-venues. Et si je dis : d'origine maghrébine, c'est qu'une bonne proportion de ces personnes sont nées en France, y ont grandi et y ont été scolarisées et donc n'ont pas elles-mêmes quitté les pays du Maghreb.

— Quelques chiffres, en gros, même si on n'a pas le résultat du dernier recensement

800 000 Algériens

500 000 Marocains

200 000 Tunisiens

400 000 qui ont la nationalité française,  
les harkis et les descendants de harkis arrivés après 1962

5 à 600 000 qui sont devenus français par  
la naissance (droit du sol) ou par acquisition de la nationalité française.

— Il faut en effet tenir compte des particularités du droit français de la nationalité. Il y a en effet trois manières d'être français :

\* Etre né d'au moins un parent français.  
C'est le droit du sang

\* Etre né en France de parents étrangers dont l'un au moins est lui-même né en France. C'est le double droit du sol. Cet enfant est automatiquement français à sa naissance. Et cela s'applique notamment à des enfants algériens. L'enfant né en France après 1962 de parents nés en Algérie avant 1962 au moment où l'Algérie était française, est français à sa naissance. Celui qui est né avant 62 suit la nationalité de ses parents, c'est-à-dire que dans la plupart des cas, il reste algérien.

\* Etre né en France de parents étrangers nés à l'étranger. C'est le droit du sol simple. Il s'applique à de jeunes Marocains, de jeunes Tunisiens qui, dans ce cas, deviennent français à 18 ans, à condition de résider en France à cet âge et d'y avoir résidé 5 ans avant leur majorité.

Il y a aussi d'autres manières de devenir français : la plus courante est par naturalisation. En ce qui concerne les anciens colonisés qui ont été sujets français, c'est la réintégration. (Par exemple un certain nombre d'Algériens redeviennent français par réintégration).

— Je voudrais souligner **quatre** caractéristiques générales des migrations du Maghreb.

A) Ce sont principalement des migrations d'un ancien territoire rattaché à la France, l'Algérie, et de deux anciens protectorats, la Tunisie et le Maroc, vers ce qui était à l'époque de la colonisation : la métropole. C'est particulièrement vrai pour les migrations algériennes. Les Algériens émigrent pratiquement vers la France. Il y en a très peu dans d'autres pays d'Europe. C'est un peu moins vrai pour les Tunisiens, qui ont certain lien avec l'Italie et moins encore pour les Marocains : ils sont un peu partout en Europe notamment en Belgique, aux Pays-Bas et, de plus en plus, en Espagne. Mais même pour les Marocains, la France vient très largement en tête comme pays d'accueil. Ces migrations ont donc été et restent profondément marquées par le lien colonial, l'histoire coloniale et par les luttes d'indépendances.

B) Ce sont des migrations entre des pays proches géographiquement : il n'y a que la Méditerranée à traverser ou même le détroit de Gibraltar et l'Espagne et cela

explique le maintien de liens nombreux et forts entre les migrants et leur pays d'origine.

C) Ce sont essentiellement des migrations en provenance des couches pauvres de la population, principalement rurale, peu instruite, peu touchée par la civilisation moderne au moins jusqu'à une date assez récente. Ces migrants pour la plupart d'entre eux sont donc venus en France où en Europe occuper les emplois non qualifiés, surtout ceux d'O.S. dans l'industrie (encore que, notamment chez les Marocains, il y en ait un certain nombre qui occupent des emplois agricoles).

D) Il s'agit de déplacements de populations qui ont connu leur plus grande ampleur dans les années 60 et au début des années 70. Il faut savoir qu'en 73, la plupart des pays d'Europe ont suspendu l'immigration des travailleurs. (La France l'a fait en 1974). Mais cette immigration a tout de même continué, en nombre moins important, essentiellement sous la forme du regroupement familial, mais aussi avec une certaine immigration de travailleurs soit avec des contrats réguliers, soit de manière clandestine.

E) Et puis il y a quelque chose qui fait aussi partie du phénomène migratoire et qui est en cours. C'est l'insertion, l'intégration des ces populations dans le pays d'accueil.

L'immigration c'est un phénomène dynamique, il y a un point de départ, un trajet et un point d'arrivée, qui pour beaucoup reste encore indéterminé : sera-ce l'installation définitive ou le retour au pays ? Cela reste encore dans bien des cas, indéterminé.

— Ces remarques faites, je voudrais d'abord rappeler brièvement l'histoire de ces migrations qui ne sont pas les mêmes, en montrant leurs causes. Je prendrai séparément chacun des trois pays du Maghreb, car leur histoire et celle aussi de leur migration sont assez différentes.

Dans une seconde partie j'essaierai de montrer ce que ces migrations signifient, quels sont leurs effets pour les migrants eux-mêmes, pour les pays d'origine, pour le pays qui les reçoit.

# I - L'histoire des migrations

Je m'étendrai un peu plus sur les migrations algériennes, parce que se sont les plus anciennes et en un sens les plus significatives.

**L'Algérie** : Conquise en 1830, elle est donc devenue territoire français et terre de colonisation pour de nombreux français et d'autres européens de la rive Nord de la Méditerranée : Espagnols, Italiens qui, d'ailleurs, sont très vite devenus français. Il y avait deux sortes de population en Algérie : les Européens, pleinement citoyens français, et les indigènes de statut civil de droit local dont les droits étaient beaucoup plus limités. C'étaient essentiellement les musulmans, parce que les Juifs ont été pleinement intégrés au statut civil de droit commun, par le décret Crémieux. Un certain nombre de musulmans ont aussi demandé le statut civil de droit commun, ce qui était pour eux une coupure considérable car c'était, d'une certaine manière, un petit peu, trahir et leur culture et leur religion. La colonisation s'est traduite par l'expropriation et la séquestration de terres, au bénéfice de colons européens, et il s'agissait bien entendu des terres les meilleures. Les indigènes ont dû se contenter de terres plus petites, moins fertiles, situées en zone montagneuse : d'où une paupérisation des fellahs qui ont dû chercher du travail ailleurs, parce qu'ils n'arrivaient plus à vivre. Dans un premier temps ce travail, ils l'ont surtout fait sur les terres des colons, comme salariés, comme journaliers. Mais vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, en métropole, l'industrie qui se développait a commencé à avoir besoin de main d'œuvre. Celle-ci vint d'abord d'Italie, puis, plus tard, de Pologne. Mais on a commencé aussi à faire venir des travailleurs d'Algérie et cela a été là le deuxième facteur qui a provoqué le déclenchement de l'émigration algérienne.

Celle-ci a commencé petitement au début du XX<sup>e</sup> siècle avec des départs presque uniquement de Kabylie, région montagneuse, ou des régions pauvres avec des populations qui croissaient assez rapidement. En 1912 il y avait 4 à 5 000 kabyles dans l'industrie et dans les mines en France. Pendant la guerre de 14-18 il y a eu un nombre beaucoup plus important de travailleurs volontaires ou requis, environ

178 000, et en plus évidemment des soldats mobilisés dans l'armée française. Mais presque tous sont rentrés en Algérie après la guerre.

Très vite, cependant, l'industrie française a de nouveau fait appel à la main d'œuvre algérienne, pour la métallurgie, pour les mines, pour l'industrie textile : de sorte que de 1919 à 1939, il y a toujours eu en France un volant d'environ 100 000 travailleurs algériens. Je dis : un volant, parce qu'à cette époque, la mobilité était très grande. Les travailleurs restaient quelques années, puis repartaient en général. Il y a eu de nouveau un reflux en 1940 ; de 40 à 42 encore un certain nombre d'Algériens, ont été recrutés pour l'industrie. Les Allemands en ont également recruté pour l'organisation TODT. En 1942 ce fut l'interruption totale avec le débarquement des alliés en Afrique du Nord. Dès 1946 le mouvement a repris : le nombre d'immigrés algériens est passé de 220 000 en 1946 à 360 000 en 1962, et après l'indépendance il y a eu une croissance encore beaucoup plus rapide due au fait qu'à cette époque la France était en pleine croissance économique (c'était les « Trente Glorieuses ») et que l'Algérie était en expansion démographique et ne pouvait pas fournir de travail à tous ses bras, malgré un effort de développement important. La collectivisation des terres ne signifiait pas plus de travail pour les paysans, et la politique « d'industrie industrialisante » menée par le gouvernement algérien d'alors, n'entraînait pas non plus une expansion considérable de l'emploi industriel. Ce qui fait qu'il y avait vraiment un besoin d'exutoire et de 350 000 en 62, les émigrés algériens sont passés à 700 000 en 74, pour atteindre en 78, 800 000.

L'émigration algérienne, au long de cette histoire a changé de nature. Selon un article très intéressant d'un sociologue algérien, Abdel Malek Sayad : « Les 3 âges de l'émigration », on peut distinguer :

\* D'abord l'émigration paysanne, pour une très courte période, parce qu'il s'agissait essentiellement d'apporter des ressources à la famille mais pour continuer à mener la vie paysanne. Cela a été le modèle dominant jusqu'au début des années 50. De 47 à 63 il y a eu 746 000 entrées d'Algériens, mais 561 000 départs.

\* Puis peu à peu il y a eu une émigration de plus longue période : des gens qui gardaient leur famille là-bas, (se mariaient, mais la femme et les enfants restaient là-bas) ; mais certains restaient plus longtemps en France, avec quelques mariages avec des Françaises, et quelques arrivées de famille.

\* Enfin, et surtout après la suspension de l'immigration de travailleurs en 1974, ce fut le regroupement familial, l'installation. L'immigration du travail est devenue immigration de peuplement.

**Tunisie et Maroc :** Les migrations tunisiennes et marocaines sont plus récentes. Certes en 1914 et 1918, 54 000 tunisiens et marocains ont ainsi été réquisitionnés pour travailler en France et d'autres ont servi dans l'armée. Mais, une fois le conflit terminé, ils sont rentrés chez eux. Le début significatif d'une immigration tunisienne et marocaine est seulement dans les années 50. Les tunisiens étaient 4 800 en 1954, 140 000 en 1975, 190 000 en 1982. Ils sont à peu près 200 000 actuellement.

La Tunisie est le pays le plus développé des pays du Maghreb, et celui dont la population a dans l'ensemble peut-être le niveau d'instruction le plus élevé. Ceci s'est senti aussi dans l'émigration, par exemple avec les commerçants : les épiciers tunisiens sont partout, à Paris et ailleurs. Mais pour ceux qui doivent travailler dans l'industrie — qui sont quand même le grand nombre — il y a souvent un phénomène de déqualification : ils ont reçu déjà une certaine instruction et formation et sont, souvent, un peu déqualifiés.

Chez les Marocains, même phénomène, encore plus accentué. Ils étaient 11 000 en 1954, 260 000 en 1973, 431 000 en 1982 et maintenant au moins 500 000. Beaucoup ont été recrutés sur contrat pour la métallurgie, les mines, le bâtiment et même l'agriculture — et ceci pas seulement en France — mais en Belgique aux Pays Bas, et actuellement en Espagne qui est le pays le plus proche. Cette émigration tient au fait que c'est aussi un pays à forte natalité, n'ayant pas suffisamment d'emplois, avec du chômage, et donc une forte pression démographique. Mais il y a eu aussi dans l'émigration marocaine le rôle de la politique : car les circonstances politiques ont amené le développement d'une immigration d'opposants au régime actuel. Cela se retrouve même au niveau des associations en France. A côté d'une association dépendant de l'Ambassade il y a l'Association des marocains de France qui sont des opposants. Le regroupement familial est moins avancé que pour les Algériens, mais il est en train de se produire. En fait, il y a pas mal de Marocains qui vivent ici en célibataires et qui retournent au Maroc où ils ont leur famille.

## **II - La signification des migrations pour les migrants eux-mêmes, pour les pays d'origine et pour les pays d'accueil**

### **Pour les migrants eux-mêmes et leurs descendants**

Il faut — une fois de plus — se rappeler qu'ils sont très divers par leurs appartenances d'origine, leur culture, leur histoire. Il ne s'agit pas d'une population organisée, marchant d'un même pas, avec une égale volonté de s'intégrer à la société du pays d'accueil, qui elle même n'est pas très définie et stable. Tout bouge en même temps. Ils ne sont pas tous au même point d'un itinéraire souvent mal défini. Du point de vue de leur identité aussi, ils sont en migration, quelque part entre leurs origines qui s'éloignent et leur point d'arrivée qui n'est pas précis.

Je serai donc très schématique et tracerai des lignes générales :

#### ***Des difficultés :***

On ne peut pas, en premier lieu, oublier les côtés négatifs de la situation que les émigrés maghrébins vivent en Europe et notamment en France. La xénophobie — les brimades — l'exploitation — le logement insuffisant ou insalubre — les défaillances du système social, sanitaire, éducatif — le racisme — le chômage — les violences — l'exclusion et le rejet : tout cela explique les explosions de violence que l'on constate chez les jeunes dans les cités et les banlieues.

Il reste beaucoup à faire pour que les droits des immigrés, surtout des maghrébins, soient effectivement respectés.

Je n'insisterai pas sur ce point, parce que je pense aussi qu'il faut éviter par rapport à ces populations émigrés, de faire du misérabilisme. Beaucoup d'émigrés al-

gériens ont trouvé en France une sphère de liberté, plus large que dans leur pays d'origine. Et ils en ont conscience : ils apprécient cela. Il n'y a pas que des échecs, il y a des réussites du point de vue professionnel, les choses évoluent très lentement, trop lentement, mais elles évoluent grâce au courage et à l'initiative de ces immigrés.

### ***Un parcours intérieur :***

Je voudrais ici plutôt insister sur le parcours intérieur que les immigrés maghrébins en France et en Europe sont amenés à faire ; autant qu'on puisse les connaître. Et là je m'appuierai sur une analyse faite par un de mes compagnons : Bernard Lapize, qui a eu l'avantage de vivre longuement en Algérie, qui vit maintenant à Montpellier, dans la pastorale des migrants, et surtout des migrants maghrébins. Il faut mettre à part le cas de ceux, encore nombreux chez les Marocains, qui sont seulement de passage — la femme et les enfants sont restés au pays — mais bien entendu même ceux là retirent de leur expérience en Europe, un certain nombre d'idées et de comportements nouveaux qu'ils ramèneront avec eux au pays.

### **De l'Islam traditionnel ...**

Ceux qui ont quitté leur village — il y a 30 ans et plus, le cas n'est pas rare — y ont connu un monde traditionnel, communautaire, une société agraire, une culture orale, une famille patriarcale où le père était l'homme sécurisant, respecté, ayant compétence et autorité pour organiser la vie. Ils y ont aussi connu et pratiqué un Islam coutumier, immobile, ancestral, une religion populaire peu informée, souvent maraboutique, incluant la vénération de saints qui seraient porteurs d'une bénédiction particulière de Dieu, d'une « baraka » ; cet Islam était souvent encombré de pratiques traditionnelles, jugées superstitieuses par les musulmans mieux informés de leur religion. Je pense que cela a été vrai beaucoup en Algérie où il y a eu comme un renouveau de l'Islam au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais où effectivement l'Islam était très populaire. Au Maroc, la tradition « islamique pure » s'est davantage maintenue, au moins, en principe, puisque le roi était le Commandeur des Croyants. Il y avait une certaine tradition. Le Maroc avait par exemple des universités musulmanes islamiques qui ont joué un certain rôle, alors qu'en Algérie cela n'existait pas sous cette forme. Il a fallu qu'ils s'adaptent à notre société urbaine, industrielle, technicisée, individualiste, éclatée : ce qui leur a énormément

ment coûté. Dans beaucoup de domaines ils se sont éloignés par force de leur culture originelle : mais en ce qui concerne la famille et la religion ils ne s'éloignent que lentement du modèle ancien. Peu à peu toutefois les distances se prennent : les voyages au pays deviennent moins fréquents ; la relation avec la famille restée au pays devient quelquefois plutôt une sorte d'astreinte surtout pour les jeunes qui, souvent, n'apprécient pas les retours au pays pour les vacances. D'ailleurs les familles tendent à s'insérer et souvent ce sont les gens restés au pays qui viennent rendre visite en France, pour toutes sortes de raisons : raisons familiales et aussi — nous le verrons un peu plus loin — raisons économiques, car il y a tout un trafic, un commerce qui se crée.

### ... à la modernité.

Le cas le plus fréquent est celui de ceux qui sont arrivés depuis 15 ou 20 ans. Ces maghrébins vivant en France, ne viennent pas d'une société uniforme ou immobile. La France, l'Europe ne sont pas pour eux un lieu tout à fait nouveau et sans précédent où ils se trouveraient brusquement affrontés à la modernité. La modernité, ils l'ont connue dans leur pays, avec les luttes pour l'indépendance, avec les migrations intérieures, l'urbanisation. Ils ont cherché à s'approprier les moyens du progrès : l'instruction, l'information. Et cela a provoqué des changements assez radicaux dans les modes de vie en famille et, en société, dans le pays lui-même. C'est en partie même, parce qu'ils ont connu, chez eux, quelque chose de la modernité qu'ils ont voulu émigrer : cela a été un facteur d'émigration. Pour eux l'idée du retour a longtemps subsisté. Ce n'est que lentement qu'ils prennent conscience d'une situation irréversible.

Les femmes sont généralement venues plus tard, dans le cadre du regroupement familial : les mères de famille sont un peu les gardiennes de la tradition et de la religion. Mais chez elles aussi, on constate une évolution. Elles sont maîtresses de maison ce qui n'était généralement pas le cas au pays : elles ont souvent, pratiquement seules, la charge des enfants ; elles les accompagnent à l'école ; elles vont faire les courses ; elles sortent, se rencontrent, discutent ; leur rapport au monde change. Cela se traduit de bien des manières, par exemple dans celle d'habiller leurs enfants ou de s'habiller elles-mêmes.

Mais qu'en est-il alors des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> générations, ceux qui sont venus tout jeunes en France, ou qui y sont nés, qui ont fréquenté l'école ? Ils ont évidemment

plus largement adopté les modes de vie des Français de leur âge. Ils parlent le français avec l'accent de la région.

Depuis les manifestations de 1983 certains ont été déçus devant le rejet de la société française et ont eu tendance à rechercher leurs racines. D'autres, et parfois ce sont les mêmes parce que les situations ne sont pas simples, ont persévéré dans une conduite caractéristique d'intégration.

Pour ce qui est de l'attitude à l'égard de la nationalité, on voit une évolution. Pendant très longtemps, et maintenant encore, du côté surtout de la génération plus ancienne, prendre la nationalité française était un peu comme une trahison : c'était vrai surtout pour les Algériens. Devenir français c'était, d'une certaine manière, rejeter le monde arabo-musulman, rejeter l'islam — par conséquent, c'était évidemment très difficile — et pour les enfants qui devenaient automatiquement français, on aimait mieux ne pas trop en parler — on cachait même quelquefois le fait — : lors du recensement de 1982 on n'est pas sûr que certains enfants, déclarés algériens, n'aient été en réalité français. Il semble qu'il y ait une évolution qui se produise : actuellement les jeunes n'ont plus tellement de difficulté à accepter leur nationalité française, même si, encore une fois, par tout un côté, ils restent attachés à leurs racines, même s'il y a un certain retour en ce sens.

En famille ces jeunes continuent généralement à témoigner à leurs parents des signes de respect et d'amour, mais l'image du père, notamment, s'est détériorée : ils ne lui reconnaissent plus autorité et compétence pour leur apprendre à vivre ici. Cela ne se passe pas toujours très bien : il y a des chocs, des crises, des rebellions et des déchirements familiaux. C'est plus grave avec les filles qu'avec les garçons, parce qu'évidemment le régime des filles en milieu musulman traditionnel est bien différent de celui des garçons, notamment au moment du mariage. Cela peut donner des chocs très durs, quand on veut marier les filles de manière traditionnelle — et qu'elles résistent — ou bien encore quand une fille, contrairement à ce qui est licite en Islam, épouse un français. Les références religieuses s'estompent en même temps que les relations familiales se dégradent ou en tout cas changent. Ils s'affirment quand même musulmans, beaucoup se disent croyants, mais plus par affirmation d'une identité collective que par conviction. Parfois ils se sentent en manque de famille, de communauté, de religion, alors ils cherchent des compensations dans la fréquentation de bandes, ils peuvent être sensibles à l'appel de sectes. Ils peuvent également — c'est le cas d'un certain nombre — re-

venir à l'Islam. Un des animateurs de la marche de 1983, qui est un jeune harki, est revenu à l'Islam. Mais cet Islam n'est pas en fait un retour à l'Islam des origines, à l'Islam familial. C'est autre chose, avec toute une réinterprétation.

## **Pour les pays d'origine**

### ***Avant les indépendances ...***

En ce qui concerne l'Algérie, l'émigration en France a joué un rôle important dans la prise de conscience et dans la diffusion des idées nationalistes. Le brassage des populations isolées du pays dans leurs communautés villageoises a facilité la naissance d'un sentiment national algérien. Les militants de l'idée nationale, avaient un peu plus de liberté d'expression en métropole qu'en Algérie. C'est donc en France qu'est né le premier mouvement nationaliste algérien en 1926 : l'Etoile Nord-Africaine de Messali Hadj, devenu Parti du peuple Algérien, puis Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD). Il a gardé dans l'émigration algérienne en France une base très solide, même après l'installation de son siège en Algérie, à la fin des années 30. La fédération de France du MTLD, malgré les disputes, a joué un rôle important, jusqu'à l'éclatement de l'insurrection en Algérie en 1954. Les auteurs de l'insurrection, les fondateurs du FLN étaient en partie d'anciens militants du MTLD. Mais, dès le début, le FLN s'est imposé peu à peu et a pris le dessus, non sans mal, non sans casse. Entre le MTLD et le FLN cela a été une véritable guerre civile, il ne faut pas l'oublier. Benjamin Stora qui vient de publier un livre très intéressant, raconte cette histoire. Et en France aussi, entre militants de la fédération de France du MTLD et celle du FLN, il y a eu des bagarres sanglantes. La fédération de France du FLN l'a emporté et a joué un rôle très actif dans le soutien de l'insurrection en Algérie. Elle a servi de base arrière, pour le financement par les cotisations versées par les émigrés. Dans les années 1960, il y avait près de 300 000 cotisations chaque année qui permettaient d'alimenter les caisses du FLN. Elle a mobilisé la population algérienne. On rappelle aujourd'hui — mais cela a été longtemps occulté par les Français peu fiers d'un événement si triste et honteux — la manifestation à Paris du 17 octobre 1961, qui avait mobilisé environ quarante mille Algériens, pour protester contre le couvre-feu qui leur était imposé : elle a été sauvagement réprimée par la police avec énormément de victimes.

## *Après les indépendances ...*

Au moment de l'indépendance il y a eu des tensions non seulement entre dirigeants du FLN en Algérie, mais également entre la Fédération de France du FLN et les gens d'Alger. La Fédération de France du FLN a été dissoute : plusieurs de ses membres sont passés dans l'opposition, ont donné leur adhésion, au PRS de Mohamed Boudiaf ou du FFS de Hocine Aït Ahmed et quelques années plus tard, Ben Bella chassé du pouvoir, a également trouvé des partisans dans l'émigration en France. En même temps, évidemment, le FLN au pouvoir s'est efforcé de garder une présence auprès des Algériens en France par l'Amicale des Algériens en France, devenue, depuis, l'Amicale des Algériens en Europe, qui était en quelque sorte le bras long du FLN du côté de l'émigration. On a d'ailleurs assisté à des mouvements semblables du côté de l'émigration marocaine et tunisienne.

Chez les Marocains il y a eu, sous le contrôle du gouvernement, par l'ambassade et les consulats, la Fédération des Amicales de Travailleurs et Commerçants Marocains en France. En face, une organisation d'opposition : l'Association des Marocains en France. De même, du côté tunisien, le gouvernement et les consulats ont supporté le Conseil de la Communauté Tunisienne en France.

L'attitude des gouvernements des pays du Maghreb à l'égard de leurs émigrés en France a été lente à se préciser : bien sûr ils ont voulu garder le plus possible le contrôle de leur émigration, et aussi les défendre contre le racisme. Dans les années 70, à la suite d'un certain nombre d'agressions racistes, le gouvernement algérien a suspendu et voulu arrêter l'émigration vers la France. Les gouvernements ont encouragé et encouragent encore plus ou moins le retour — au moins verbalement — car, en même temps, assez vite, s'est établie une certaine méfiance vis à vis des émigrés installés. Ils venaient d'un autre monde — et on se méfiait un peu d'eux. Il n'y a pas eu, à vrai dire, d'action vraiment efficace de réinsertion, de réintégration dans le pays d'origine, même avec des aides extérieures. Ainsi les Maghrébins se sont très peu servi de l'aide au retour apportée par la France dans l'opération dite du million pour les immigrés. Ce sont surtout quelques Espagnols et Portugais qui en ont profité. De même, en 1984, quand le gouvernement socialiste a, de nouveau, mis en place une aide, cela a été assez limité.

Les gouvernements ont pendant longtemps insisté pour que les émigrés gardent la nationalité de leur pays. L'Algérie a obtenu un accord pour que les jeunes qui le désiraient, puissent venir faire leur service militaire en Algérie. C'est le pays

qui a ensuite le plus évolué sur ce plan, et actuellement — et déjà dans les derniers temps du gouvernement Chadli Bendjedid — il semble que les Algériens aient compris que l'émigration algérienne en France était maintenant installée en France. C'est beaucoup moins vrai pour le Maroc. Le roi du Maroc n'a pas manqué de le rappeler en s'opposant au vote des immigrés en France : il faut rester Marocain...

### ***Point de vue économique.***

Economiquement, l'opération a-t-elle été bénéfique pour le pays d'origine ? D'une certaine manière oui, pendant tout un temps : d'abord elle a permis le soulagement du chômage. Sauf dans des pays comme la Tunisie où il y avait des gens très formés, on ne peut pas dire que l'émigration privait ces pays de personnel très qualifié.

Et puis il y eu les transferts financiers de l'émigration qui ont été, à une époque, très importants et qui le demeurent. Quand je parle de transferts financiers, il faut distinguer trois choses :

— l'épargne des travailleurs immigrés transférée vers les pays d'origine, au bénéfice de leurs familles ou d'autres personnes. Cette épargne a été très importante ; elle le reste encore pour les Marocains. Pour les Algériens, elle a chuté considérablement. En 1976 l'épargne transférée des Algériens vers l'Algérie était de 20 milliards de Francs ; en 1982 elle est tombée à 64 millions de Francs. Elle n'a pas remonté depuis ; cela correspond au fait que les familles sont installées en France.

— les transferts sociaux. Il y a des gens qui sont rentrés dans leur pays et bénéficient par exemple de retraites... les transferts sociaux continuent d'augmenter pour les Marocains et les Tunisiens, et pour les Algériens ils ont augmenté jusqu'assez récemment. Ils ont augmenté jusqu'en 1982. Depuis lors ils ont tendance à baisser.

— tous les transferts et importations illicites (qu'il est difficile de chiffrer), le marché parallèle : tout ce commerce entre l'Algérie et la France, qui se fait par l'intermédiaire des émigrés. Il est important pour l'Algérie et pour le Maroc aussi.

Le retour des émigrés au pays, n'est pas très bien vu, parce qu'ils véhiculent des idées subversives ; ils ne sont pas très bien vus non plus par une population qui les trouve un peu « nouveaux riches ». Aujourd'hui l'émigration demeure quelque chose de très tentant en Algérie, avec, en particulier, la menace du FIS.

Il est certain qu'il y a actuellement une tendance à l'émigration qui touche toutes les couches de la population mais surtout les couches les plus instruites : ceux qui ont fait des études secondaires ou universitaires et qui ne sont pas d'accord avec l'arabisation forcée ou qui craignent la menace du FIS.

## **Pour la France**

### ***Avant les indépendances.***

En tant qu'immigration de travailleurs, l'immigration maghrébine n'a pas été trop mal perçue en France ; elle était relativement peu visible dans la rue. Sur les lieux de travail, les relations n'étaient pas mauvaises, mais il est vrai qu'alors l'immigration maghrébine comportait pour la France de grands avantages. En effet, dans les années 50, l'immigré algérien, puisque à ce moment là c'était surtout de lui qu'il s'agissait, était du point de vue économique l'immigré idéal : il ne coûtait pas cher, (frais de formation pratiquement nuls, pas de charges familiales), il venait occuper des emplois qui, sans lui, seraient restés vacants, et il rapportait gros. En outre, du fait de la colonisation, la France pouvait à loisir doser les flux d'immigration tant au départ qu'à l'arrivée. En principe, ces immigrés pouvaient se déplacer, mais en fait il y a toujours eu, surtout à partir des années 30, certains contrôles des flux. La France pouvait le faire librement, étant donné que c'était un territoire français. Après l'indépendance et jusqu'en 1973, les accords franco-algériens successifs ont encore permis à la fois des arrivées massives de travailleurs algériens, et une certaine régulation des flux migratoires.

### ***Après les indépendances.***

Les choses ont beaucoup changé pour l'opinion publique française à partir de l'éclatement de l'insurrection algérienne en 1954. Le travailleur algérien a été mis dans le même sac que tous ses congénères et considéré comme un ennemi dangereux. Et par extension, tous les maghrébins ont été un peu touchés par cette attitude. L'indépendance et la manière dont elle s'est produite, n'ont pas mis fin aux rancœurs et aux méfiances. Dans l'inconscient français et dans la mémoire française, il reste quelque chose qui pèse très lourd, dans l'attitude à l'égard des immigrés algériens et par extension à l'égard de tous les maghrébins.

Plus tard, dans les années 70-80, l'arrivée en plus grand nombre de familles, a rendu les maghrébins très visibles dans les quartiers, les rues, les écoles.

On a vu apparaître les salles de prière et les mosquées, au moment où se déchaînait le khomeinisme et où la guerre du Liban faisait ses ravages. Tout maghrébin était facilement assimilé à un intégriste musulman représentant un nouveau danger. Puis, du fait de la crise économique et des mutations technologiques, beaucoup de maghrébins, qui étaient des travailleurs de base, des O.S., ont perdu leur travail et donc, aux yeux de toute une opinion française, leur légitimité en tant que travailleur immigré. Ils prenaient souvent la figure d'un chômeur à la charge de la communauté française ou d'un concurrent pour un français sans travail. Et la présence d'une population, désormais à caractère familial, entraînant des charges sociales, allocations familiales, frais de santé, etc. était mal ressentie. S'y sont ajoutées les gênes réelles ou supposées de la cohabitation. Tout cela, fondé ou non dans les faits, mais très réel au plan psychologique, explique certainement le succès de la propagande d'extrême droite évidemment anti-émigrés, et donc aussi anti-maghrébine, anti-arabe. Il faut reconnaître que, du fait de cette installation d'une population maghrébine en France, il y a des problèmes auxquels nous n'étions pas habitués et auxquels il faut faire face.

### ***L'Islam en France***

Un premier problème est certainement l'apparition de l'Islam comme deuxième religion en France. Mais contrairement à ce que beaucoup disent, il ne s'agit pas d'une volonté d'expansion de l'Islam, d'une volonté de conquête, mais tout simplement d'une conséquence de l'installation de ces populations en France. c'est même un signe d'insertion et d'intégration. Dès lors qu'ils restent en France, qu'ils savent que leur avenir va s'y construire, il faut bien qu'ils trouvent les moyens de vivre aussi leur vie religieuse, du moins pour le pourcentage d'entre eux qui sont attachés à la pratique religieuse. La pratique du ramadhan, par exemple, est assez largement suivie. Par contre la fréquentation des mosquées est semblable à celle des églises en France par les catholiques. Le grand responsable de cette montée de l'Islam, si l'on peut dire, c'est le souci des parents de transmettre leur foi à leur enfants. L'école coranique a souvent accompagné ou même précédé, la salle de prière ou la mosquée. On recense aujourd'hui 1 000 lieux de culte : ce sont souvent de petites salles de prière. Il y a peu de mosquées importantes (on les compterait même sur les doigts de la main).

Cet Islam présent en France reste très divers : il n'y a pas que des maghrébins, et même chez eux les différences sont considérables : différences d'appartenance

nationale, car, malgré tout, les clivages nationaux jouent très fortement. Ainsi il y a des lieux de culte à dominante algérienne, d'autres à dominante marocaine. La personnalité de l'imam compte ainsi que les tendances religieuses plus ou moins fondamentalistes, plus ou moins ouvertes. Pour plusieurs raisons le gouvernement de la République laïque a été amené à se préoccuper de ce problème des musulmans en France d'abord pour mettre un frein à toute tentative de revendication d'un statut personnel en France. Je ne crois pas que se soit un grand danger, mais il y a tout de même nécessité de mise au point. Récemment le grand Conseil de l'Intégration a, par exemple, mis le doigt sur le problème de la polygamie. Elle n'est pas autorisée en France, en ce sens qu'on ne peut pas faire en France de mariages polygamiques. Mais les mariages polygamiques conclus dans les pays d'origine peuvent produire leurs effets en France, ce qui pose un certain nombre de problèmes. De même, une convention a été passée avec le Maroc en 1981, qui reconnaît la répudiation de la femme selon la loi islamique. Ce n'est quand même pas très compatible avec les Droits de l'Homme, ni avec le régime de laïcité en France. Ce sont des problèmes de cette nature que le Haut Conseil à l'Intégration propose de revoir. Mais en même temps ce Haut Conseil se soucie de faire que puissent être données toutes les libertés religieuses à l'Islam en France — ce qui n'est pas du tout évident — et que des mosquées puissent s'installer, malgré les résistances des populations. Il souhaite faire en sorte que s'institue un Islam français, et non pas un Islam en dépendance des pays d'origine, ou de l'Arabie Saoudite — qui est actuellement une bonne source de financement pour les communautés musulmanes en France — ou du Pakistan qui fait sentir son influence au plan des tendances. Cela suppose une formation en France du personnel religieux, une organisation de l'Islam : vous savez que le ministre de l'Intérieur Joxe, a suscité la création du CORIF (Conseil de Réflexion sur l'Islam en France). Mais ce n'est qu'un conseil de réflexion et ce n'est pas du tout un organisme de coordination. Les divisions restent profondes, parfois même à l'intérieur d'une même nationalité.

L'évolution des musulmans vers plus d'intégration ou plus de séparation dépend donc, non seulement d'eux, mais de la société française elle-même, de l'accueil qu'elle fera aux maghrébins, de sa capacité à être un lieu de solidarité et de vivre ensemble pour tous ceux qui habitent ici.

# ***Le développement :*** ***Mouvement des populations*** ***et déploiement des activités***

Pierre JUDET, Avril 1992  
Directeur de l'I.R.E.P. \*

## ***Le pire n'est pas toujours sûr***

La phrase de SAUVY est aujourd'hui encore d'une grande actualité : « Le pire n'est pas toujours sûr ! ». Que n'a-t-on pas prédit en effet au cours de ces vingt dernières années !

« Nous allons à la famine généralisée !

Nous serons bientôt submergés par une démographie galopante !

Notre essor économique va être stoppé par la pénurie d'énergie ! ».

Or, quelle que soit la réalité des problèmes posés, aucune de ces catastrophes majeures ne s'est produite.

## ***L'histoire : Métissage permanent***

Je constaterai ensuite que l'histoire des hommes est un mouvement permanent de brassage de population et de métissage. Depuis l'empire gréco-romain et son imbrication d'ethnies et de cultures jusqu'aux Etats-Unis d'Amérique où l'on pense qu'avant quarante ans, les blancs deviendront minoritaires. Mon expérience m'a appris :

— qu'à Marseille, dans les années 1930, plus de la moitié de la population était d'origine étrangère avant même que pieds noirs et maghrébins viennent diversifier la palette ;

---

\* Institut de Recherches Economiques et de Planification (Grenoble).

— qu'à Tunis, Berbères et Phéniciens, Romains, Byzantins et Vandales, juifs, arabes et andalous, sans compter Maltais, Siciliens, Normands et Français ont fabriqué le tissu vivant de la population actuelle.

Rappelons-nous également l'exode des Huguenots français à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle vers la Hollande et l'Allemagne ou encore la diaspora chinoise dans le Sud-Est Asiatique... et l'on percevra la relation qui existe souvent entre migration des hommes et des cultures et dynamisme des sociétés et des économies.

## *La pseudo-loi de l'immobilité des facteurs*

De nombreux économistes (les classiques du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle) ainsi que les néoclassiques plus contemporains ont proposé des explications curieuses de l'échange international. D'après eux, si les biens et services circulent, par contre, les facteurs de production, c'est-à-dire le capital et le travail sont immobiles, à l'intérieur des limites de chaque espace national. Si bien que selon la loi de proportion des facteurs, les situations seraient figées en fonction de l'inégalité des dotations (en capital et en travail), dont chaque partenaire dispose.

Or, en réalité, on assiste à une mobilité croissante des facteurs :

Non seulement des biens et services qui s'échangent mais :

- du capital qui circule,
- des techniques qui se diffusent,
- du travail qui émigre aussi bien que des implantations industrielles qui se redéplient.

## *Les marchandises s'échangent*

Les marchandises s'échangent en quantités croissantes. Le volume du commerce international a été multiplié par 5 entre 1950 et 1975. Cette croissance s'est poursuivie à un rythme plus modéré jusqu'en 1991 (1).

---

(1) Le volume des échanges de marchandises atteint environ 3 000 milliards de US dollar alors que le volume des échanges de services (assurance, banque, tourisme, télécommunications) atteint 600 milliards de US dollar.

Les marchandises échangées représentent une part croissante des richesses produites dans le monde, selon un mouvement qui se poursuit au-delà des récessions et des crises.

**Tableau 1 : Croissance annuelle moyenne comparée de la richesse produite et des échanges de marchandises**

	1950-73	1973-79	1979-85	1986-89
Croissance annuelle moyenne de la richesse produite (%)	5,5	2,0	1,4	4,0
Croissance annuelle moyenne des échanges de marchandises (%)	9,5	5,0	3,25	6,0

SOURCE : GATT GENEVE.

Les échanges ont progressé de 1 fois 1/2 à 2 fois 1/2 plus vite que la production de richesses.

En rapportant le volume des marchandises échangées à la richesse produite, on obtient les pourcentages suivants :

1973	1980	1988	2000 (2)
15,3	19,7	22,2	28,5

SOURCE : CEPII - PARIS

On notera à ce propos que les échanges de produits manufacturés se développent plus vite, depuis trente ans, que les échanges de produits agricoles et miniers, ce qui constitue un handicap pour les économies peu ou pas du tout industrialisées.

(2) Estimations du CEPII (dépendant du Commissariat au Plan).

## *Le capital circule*

Il y a longtemps que l'or et l'argent font l'objet d'un commerce actif sous forme de lingots et de monnaie. La circulation du capital s'est accélérée grâce aux bourses et aux banques, sous forme de lettres de crédit, de chèques, etc...

La somme globale de l'aide au développement, des prêts bancaires, et des investissements (directs ou de portefeuille) a été multipliée par près de 7 entre 1975-79 et 1989 : de 120 à 820 milliards de US dollar.

Alors que l'Aide Publique au Développement a faiblement progressé de 55,9 à 64,8 milliards de US dollar entre 1960 et 1987 (c'est-à-dire de 0,5 % par an), les investissements directs à l'étranger ont connu un essor vigoureux.

**Tableau 2 : Evolution des investissements directs à l'étranger**  
(en milliards de US dollar)

	1975-79 (moyenne)	1980-84 (moyenne)	1989
TOTAL	34,0	42,0	176,2
dont originaires			
de France	1,6	2,9	19,0
du Japon	2,1	4,3	44,2

SOURCE : BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX DE BALE

Les investissements totaux ont été multipliés par 5,5 en 12 ans ; les investissements japonais à l'étranger ayant connu la progression la plus rapide (investissement multipliés par 21) ; la France occupant la deuxième place (investissements multipliés par 12).

Ces investissements, originaires essentiellement des pays avancés, sont destinés également dans la majorité des cas aux pays développés (3).

(3) Seuls les Etats Unis et le Japon orientent une proportion plus forte de leurs investissements vers les pays en voie de développement.

Les destinations des investissements français sont, par exemple, les suivantes (en 1989) :

Pays de l'OCDE : 96 %

Pays en voie de développement : 4 %

dont Afrique environ : 1 %

## *Les techniques se diffusent*

Contrairement à des affirmations souvent répétées, les techniques se diffusent. Le développement industriel rapide en Asie du Sud Est et Orientale, du Japon d'abord, des Nouveaux Pays industriels puis des pays de l'ASEAN et de la Chine témoigne de la prise de la greffe technique. Depuis plusieurs décennies, les techniques n'ont pas cessé d'être transférées et assimilées non seulement en Asie mais également en Amérique Latine où le Brésil développe des activités aérospatiales ainsi qu'en Afrique où la Tunisie commercialise depuis plusieurs années un procédé original de traitement du phosphate et de production d'acide phosphorique (Procédé SIAPE).

On disait que les techniques les plus avancées étaient soigneusement retenues par leurs détenteurs. On oubliait de tenir compte de la concurrence mondiale. Alors qu'ARMCO refuse par exemple de céder sa technologie de fabrication d'aciers spéciaux, ALLEGHENY-LUDLUM, une autre société américaine, en difficulté financière, accepte de vendre son brevet à la sidérurgie coréenne.

La multiplication des nouvelles puissance nucléaires en Asie et en Amérique Latine (y compris en Algérie ?) traduit d'autre part la relative et étonnante facilité avec laquelle se transfèrent les techniques les plus complexes et théoriquement les plus jalousement gardées.

Certains prétendent qu'il est devenu de plus en plus difficile de monter « dans le train des techniques dont la vitesse ne cesse de s'accroître » (4). La réalité oblige à revoir cette affirmation, dans la mesure où les « tard-venus » asiatiques ainsi que quelques autres font la preuve de leur capacité de s'approprier les techniques, y compris des techniques considérées comme avancées ou très avancées.

---

(4) C'est la thèse de P. BAIROCH développée dans le « Tiers Monde dans l'impasse », Gallimard. Folio actuel 1992.

## *Le redéploiement des activités industrielles*

Depuis plus de cent ans, la répartition mondiale de l'industrie est en évolution permanente.

En 1875, les chantiers navals anglais construisaient 75 % des bateaux du monde entier ; en 1990, ces chantiers, ou plutôt ce qu'il en reste, n'en produisent plus que 1 à 2 %, tandis que Japon et Corée en produisent 60 % (75 % si l'on ajoute les productions de Taïwan et de la République Populaire de Chine).

En 1870, la Grande Bretagne assurait plus de 50 % de la production sidérurgique mondiale ; en 1990, 2 % seulement, alors que Japon, Chine, Corée et Taïwan produisent plus de 30 %, c'est-à-dire davantage que les Etats Unis et la Communauté Européenne réunis (environ 27 %).

L'évolution de la répartition mondiale de l'industrie a connu depuis vingt ans une accélération qui, selon les spécialistes, devrait se poursuivre.

Le glissement est sensible aussi bien dans les activités « bas de gamme » à haute intensité de main d'œuvre que dans des activités à plus haute intensité technique : de l'automobile à l'électronique.

Les tableaux suivants mettent en lumière ce phénomène sur la base de l'évolution du poids des principales régions du monde dans la valeur ajoutée de quelques industries de 1980 (parfois 1973) à 1988 et à 2000 (prévisions).

**Tableau 3 : Matériel électrique (%)**

	1980	1988	2000
ETATS UNIS	23,4	18,8	15,5
CEE	24,1 (a)	19,1	18,1
JAPON	16,5	25,7	24,6
EUROPE DE L'EST	22,0	22,5	17,7
NPIA (b)	1,9	4,0	10,4
RESTE DE L'ASIE (c)	1,9	1,4	3,8
<b>TOTAL (d)</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

(Voir légende page suivante).

SOURCE : CEPII « Economie mondiale 1990-2000 L'impératif de croissance »  
Economica 1992

- (a) La région championne est soulignée..  
 (b) Nouveaux Pays Industriels Asiatiques : Corée, Taïwan, Hong-Kong, Singapour.  
 (c) Reste de l'Asie, c'est-à-dire Chine plus ASEAN et Asie du Sud.  
 (d) Pour arriver à 100 il faut ajouter la part de l'Amérique Latine, de l'Afrique, du Moyen Orient, de l'Océanie.

Dans cette branche, le Japon et l'Asie prennent la première place, au détriment de la CEE et des Etats Unis, tandis que les pays de l'Est européen stagnent puis déclinent.

**Tableau 4 : Véhicules automobiles (%)**

	1980	1988	2000
ETATS UNIS	20,9	22,5	14,5
CEE	30,3	24,0	21,0
JAPON	16,1	23,4	27,5
PAYS DE L'EST EUROPEEN	26,3	14,7	14,7
NPIA	1,1	2,2	4,5
RESTE DE L'ASIE	2,0	2,3	5,4
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

SOURCE : CEPII - Id.

Dans cette activité également, la première place glisse vers le Japon et vers l'Asie ; la part du Japon et de l'Asie pouvant dépasser en 2000 la somme des parts des Etats Unis et de la CEE.

**Tableau 5 : Textile (%)**

	1973	1980	1988	2000
USA	23,9	18,1	15,4	8,0
CEE	26,6	26,3	21,9	16,9
JAPON	11,7	9,5	11,1	7,0
EST EUROPEEN	13,2	13,9	12,4	11,7
NPJA	2,5	5,2	10,7	17,2
RESTE ASIE	5,5	7,7	10,4	18,4
AUTRES TIERS MONDE	8,5	11,2	10,0	15,6
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

SOURCE : CEPPII - Id.

La délocalisation du textile, industrie à haute intensité de main d'œuvre, est plus avancée, la première place étant prise en 2000 (estimations) non par le Japon mais par le reste de l'Asie. Contrairement à certaines prévisions, un « retour » partiel de l'industrie vers les pays avancés, par suite de l'automatisation des opérations, ne suffit pas à stopper un glissement qui semble plutôt s'accélérer.

**Tableau 6 : Electronique (%)**

	1980	1988	2000
ETATS UNIS	31,5	27,0	21,0
CEE	24,4	18,0	14,9
JAPON	14,7	25,1	29,2
NPJA	3,7	7,6	13,0
RESTE DE L'ASIE	1,7	3,7	5,1
EUROPE DE L'EST	17,4	13,2	11,0
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

SOURCE : CEPPII - Id.

Même si les Américains occupent encore des positions fortes dans la production de microprocesseurs (Intel - IBM) et dans la recherche, l'avancée des Asiatiques a été foudroyante : des Japonais mais aussi des Coréens grands producteurs de mémoires, des Taïwanais sans compter ceux qui suivent, en Thaïlande ou en Chine. Le tableau 6 indique que se produit un véritable basculement entre 1980 où Etats-Unis et CEE représentaient 55,9 % de la production électronique mondiale et 2000 où l'on estime que ces deux blocs ne pèseront plus que 35,9 % au lieu de 47,3 % pour le Japon, les NPIA et le reste de l'Asie.

## *Extrême Orient ou nouveau centre de gravité du Monde ?*

On le savait : l'Asie du Sud Est et Orientale pèse lourd dans la population du monde : 1 habitant de la planète sur 5 est Chinois ; 1 habitant sur 2 habite la région extrême de l'Asie, de l'Inde au Japon. Nous découvrons également aujourd'hui quel rôle joue cette région dans la production mondiale des richesses :

— Le Japon classé parmi les sous-développés en 1955 et qui nous a rattrapés ;

— La Corée qui, une fois réunifiée, dans quelques années, deviendra en Asie de l'Est, l'équivalent d'une nouvelle Allemagne ;

— Les pays de l'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Indonésie) qui suivent à bon rythme derrière les quatre nouveaux pays industriels ;

— La Chine qui, de Shanghai à Canton, éclate littéralement de croissance industrielle...

En attendant le Vietnam et l'Asie du Sud : Inde, Pakistan, Bangladesh...

Gardons-nous d'oublier que cet étonnant dynamisme industriel, cette maîtrise des techniques manufacturières, de l'information et de l'organisation s'appuient sur des agricultures intensives et prospères (5) qui assurent à la région une large autosuffisance en aliments de base. Avec 1 000 000 d'hectares de terres arables, Taï-

---

(5) Qui ont souvent bénéficié de réformes agraires réussies, sauf aux Philippines.

wan nourrit 20 millions d'habitants et exporte du riz ; avec 1 000 habitants au km<sup>2</sup>, l'île indonésienne de Java (6) est quasi autosuffisante en riz.

Ces populations asiatiques sont alphabétisées, de plus en plus qualifiées et performantes : les universités coréennes reçoivent déjà davantage d'étudiants que les universités françaises.

L'Asie est la région du monde la plus peuplée, qui supportera en 1990 et 2000, le plus fort accroissement de population mais qui se révèle aujourd'hui capable de la mettre au travail. Il est à ce propos significatif que les migrations asiatiques vers les pays du Golfe Arabo-Persique perdent de l'importance par rapport au volume des populations aspirées par les foyers asiatiques de développement. Philippines, Pakistanaïns et Chinois se dirigent vers le Japon et la Corée, où la main d'œuvre fait défaut. Cinq cent mille Indonésiens et sans doute autant de Philippines travaillent en Malaisie ; plusieurs centaines de milliers de Birmans en Thaïlande ; deux cent mille malais et indonésiens à Singapour ; alors, qu'en dix ans, les capitaux et les équipements de Hong-Kong ont mis au travail 2 500 000 personnes en Chine du Sud et que, pour la seule année 1991, Taiwan a réalisé 1 200 investissements industriels en Chine Continentale.

## *Nous sommes atteints de myopie*

Nous avons en effet beaucoup de mal à saisir ce qui se passe dans cette région du monde que nous reléguons sur la bordure extrême de nos planisphères. Après tout, ne sommes-nous pas encore « l'Empire du milieu », pourquoi donc nous préoccuper de ces marges asiatiques si longtemps immobiles ?

Nous avons donc ignoré qu'entre 1955 et 1970, le Japon, pays sous développé était en train de se hisser à toute allure au sommet de l'économie mondiale.

Nous avons continué à rabâcher que la Corée était un pays à bas salaires et un excellent terrain de jeu pour multinationales, alors qu'un instituteur coréen à Séoul reçoit un salaire supérieur à celui de son collègue français à Paris et que le chiffre d'affaires du premier groupe coréen (Samsung) dépasse celui de Renault.

Nous ne nous doutons guère aujourd'hui de ce que la Chine, en particulier la Chine du Sud, est en train de progresser à pas de géant.

---

(6) Près de 110 millions d'habitants sur 100 000 km<sup>2</sup>.

## *Le Tiers Monde n'est pas dans l'impasse*

On vient de rééditer un livre intitulé « Le Tiers Monde dans l'impasse » mais dont l'auteur (7) accorde une importance secondaire à ce qui se passe en Asie du Sud Est et Orientale. Car s'il existe problèmes et crises partout, il n'y a pas d'impasse ni en Asie, ni ailleurs. Depuis l'époque de la révolution industrielle en Grande Bretagne (au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle), le mouvement dynamique d'industrialisation n'a pas cessé de se diffuser ni de trouver, parfois de manière chaotique, de nouveaux relais : de la Grande Bretagne à l'Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis puis à l'Allemagne, à la Russie et au Japon, jusqu'aux nouveaux pays industriels à l'ASEAN et à la Chine, sans oublier, Maurice, Tunisie, Mexique et Brésil.

Il y a des avancées ; il y a aussi des stagnations et des reculs (Argentine). Le mouvement en tout cas n'a jamais cessé. Mais aussi étonnant que cela puisse paraître, cela ne nous plaît guère, car il n'a jamais été facile pour les « nantis » d'accepter que les nouveaux ou « tard » venus se mettent à faire leur place au soleil. En témoignent :

— de nombreuses interventions de parlementaires britanniques (dans les années 1840 et encore en 1895) s'étonnant de l'audace de ces « teutons » prétendant vendre sur le marché anglais « culottes de peau et quincaillerie ».

— le mépris des Européens et des Américains des années 1930 à propos des « montres japonaises vendues au kilo » (8).

— la suffisance d'un parlementaire français brandissant à la tribune de l'Assemblée Nationale un maillot de fabrication coréenne afin de dénoncer un prix de vente de dumping et en évoquant « ces produits bradés venus de pays inconnus » (sic).

## *Au Maghreb et en Afrique Sub Saharienne*

Le même scepticisme condescendant s'est exercé sur des sociétés beaucoup plus proches de la nôtre. Le dernier directeur du Plan de l'Administration coloniale en Tunisie écrivait par exemple en 1955 que « La Tunisie était surindustrialisée ».

---

(7) P. BAIROCH : il estime que la Corée est un « petit pays », alors qu'elle est davantage peuplée que les trois quarts des pays de l'OCDE.

(8) Cela n'a d'ailleurs guère changé en 1991 avec les qualificatifs utilisés tels que « rats, fourmis ».

lisée » et qu'il était temps qu'elle revienne à sa vocation agricole de toujours ». Or, en 1992 le nombre des travailleurs de l'industrie tunisienne s'élève à environ 350 000, un chiffre douze fois supérieur à celui de 1955. On constate également en 1992 que le nombre des travailleurs industriels de la région de Tunis est plus élevé que celui de la région marseillaise... tandis que de véritables groupes industriels commencent à émerger en Tunisie (9) ainsi qu'au Maroc, et qu'en Algérie, dans les oasis du M'zab, on initie les jeunes à la pratique de l'ordinateur.

En Afrique subsaharienne, très profondément affectées par la crise, nombreuses sont également les histoires à succès, les dynamismes à l'œuvre : dynamisme des Bamilekés au Cameroun, des Haoussa au Nigéria et au Niger ; initiatives malgaches, percée de l'industrie mauricienne, sans oublier d'énormes potentiels agricoles sous-utilisés, au Zaïre et au Congo, dans le Delta du Niger, etc... (10).

## *Des emplois pour 150 millions de personnes en 10 ans !*

Entre 1990 et 2000, la population de l'Afrique et du Moyen Orient va s'accroître de 250 millions de personnes. Au cours de cette même période, il faudra créer de l'emploi pour 150 millions de personnes.

Les Européens ont peur ; ils pensent au risque que représente la mise en mouvement de masses de jeunes africains et arabes en quête de travail et de niveau de vie meilleur.

Paradoxalement, il serait urgent que les Européens se demandent si ce ne serait pas un malchance pour les Arabes et les Africains d'être les voisins d'un vieux continent qui s'obstine à se considérer comme le centre du monde et qui, au delà d'actions humanitaires et de conservation des acquis, se montre si sceptique, si condescendant et, finalement si fermé. Ce vieux continent semble en effet avoir bien du mal à identifier les potentiels de ses voisins du Sud, à croire à leurs capacités industrielles et à admettre l'intérêt de construire en commun un avenir fondé sur les savoirs et les techniques partagées.

---

(9) L'un de ces groupes compte 15 sociétés, emploi 5 000 personnes, avec l'équivalent de 100 millions de US dollar de chiffre d'affaires.

(10) Au Congo les terres cultivées représentent 0,6 % de la superficie totale. Le Delta du Niger compte 350 000 habitants sur 2 500 000 ha alors que la Corée (43 millions d'habitants) est autosuffisante en riz avec 2 200 000 ha.

## *Sécher les larmes de crocodile, réinventer les coopérations*

Il faut arrêter de verser des larmes de crocodile sur l'Afrique et le Moyen Orient dans l'attente tremblante et passive de grands déferlements. Il faut accepter de comparer quelques chiffres.

— En France, les dépenses de santé représentent 11 % du PIB ; les dépenses pour la coopération un peu plus de 0,5 % (hors DOM TOM).

— Alors qu'en 1991, Taiwan a investi en Chine et en Asie du Sud Est de 7 à 8 milliards d'US dollar (40 à 45 milliards de Francs français), les investissements directs français en Afrique se sont élevés à environ 1,0 milliard de US dollar dont plus de la moitié au bénéfice des pays pétroliers africains (c'est-à-dire largement des compagnies pétrolières françaises).

Dans ce contexte, il est temps de s'interroger sur des « coopérations » qui vieillissent et datent dangereusement. Les Accords de LOME (11) et les accords d'association de la CEE avec les pays d'Afrique du Nord tendent par exemple à enfermer Africains et Maghrébins dans un rôle de fournisseurs de matières premières agricoles et minières, alors qu'il s'agit de plus en plus d'une spécialisation régressive.

On imagine en effet difficilement aujourd'hui une coopération sérieuse qui ne favorise pas délibérément, au Maghreb et en Afrique subsaharienne une industrialisation seule à même de permettre la création de « nombreux emplois ». Cela suppose non seulement que l'Europe accepte d'investir mais aussi qu'elle accepte d'ouvrir ses marchés aux produits de ces nouvelles industries. Cela suppose également que l'Université et la Recherche française (européenne) cessent de se désintéresser de ce continent. Cela suppose enfin que les médias et tous les faiseurs d'opinion français et européens contribuent à populariser les dynamismes à l'œuvre dans ces régions et les histoires à succès, au lieu de se complaire dans les images et les récits de catastrophe.

---

(11) Dont les principaux instruments sont les fonds de stabilisation des recettes d'exportation des matières premières STABEX et SYSMIN.

## *Il n'est richesse que d'hommes et de femmes*

La vieille peur de la surpopulation qui fait frissonner l'humanité depuis Malthus a besoin d'être raisonnée.

En rappelant tout d'abord que l'Asie du Sud Est et Orientale est la région du monde la plus densément peuplée (12) ; or cela ne l'empêche pas d'être autosuffisante en riz ni d'être le théâtre de dynamismes industriels d'une rare intensité. L'Amérique Latine et l'Afrique ont été pendant longtemps des territoires sous peuplés où l'on manquait de bras pour la mise en valeur. Ces continents sont en train de se peupler. C'est d'abord un atout, même si le rythme impressionnant inquiète.

Un peu partout dans le Monde, la baisse des taux de fécondité se généralise : dans les pays avancés, en Asie et en Amérique Latine mais aussi ici et là dans les pays du Maghreb et en Afrique : tant à Maurice, au Zimbabwe qu'en Tunisie, au Maroc et en Algérie (13).

Les facteurs religieux et culturels importent moins, semble-t-il que l'alphabétisation des femmes (14) qui accèdent aussi à la possibilité de s'affirmer et de maîtriser leur destin.

Quand la population se met à croître, cela veut dire que la mortalité recule, que les enfants meurent de moins en moins avant l'âge d'un an ou de cinq ans. Quand ses enfants vivent, une société se met à faire des projets ; elle prend le goût de lancer ou de relever des défis, elle découvre sa capacité à mieux maîtriser son avenir, y compris sont avenir démographique.

La baisse du taux de mortalité est une victoire de la vie sur la mort : une première étape vers le développement.

---

(12) En Chine du Sud de 500 à 1 000 habitants/km<sup>2</sup> ; en Corée plus de 400 habitants/km<sup>2</sup> ; à Taïwan 500 habitants/km<sup>2</sup> ; à Java 1 000 habitants/km<sup>2</sup> ; au lieu de 20 habitants/km<sup>2</sup> en Amérique Latine et de 20 à 30 habitants/km<sup>2</sup> en Afrique Sud Saharienne.

(13) Où le taux de fécondité est passé en quelques années de plus de 7 à 4,7 enfants par femme en âge de procréer.

(14) Le taux de fécondité a baissé très rapidement par exemple en Thaïlande, pays bouddhiste ; en Tunisie, pays musulman ; en Espagne, pays catholique.

# *Bibliographies*

---

**" Entrée de service "** par Marie-Jo Hazard  
(employées de maison et gardiennes d'immeubles à Paris), Editions Ouvrières.

---

Où commence ? Où finit la classe ouvrière ? Les employés de maison des beaux quartiers, comme le 16<sup>e</sup> arrondissement, en font-elles parties ? Il n'est pas du tout simple de répondre à ces questions. Il faut y aller voir. Le petit livre, sans prétentions, que nous présente la Communauté Antoine Chevrier, nous y aide avec simplicité. Formé de récits pris sur le vif, il nous fait découvrir comment ce monde des « employés » vit dans ces quartiers, « atomisé, éparpillé ». Il ne se sent pas reconnu, perdu qu'il est au milieu de gens polis et « cultivés » de ces quartiers riches.

Les employés — surtout les employées — n'ont pas de boîte aux lettres, prennent les escaliers de service, logent sous le toit dans des chambres de bonnes. C'est un monde « parallèle », qui habite la « maison des autres », qui apprend à parler à ses patrons à la troisième personne, malgré souvent leur bonne volonté. Pensons aussi aux concierges, monde qui a tendance à se raréfier. Et puis comment vivre, dans ces conditions, une vie de couple, une vie de famille ?

C'est ici que les chrétiens sont arrivés à constituer de vraies équipes fraternelles où l'on se prend en charge, où l'on arrive à cheminer, à découvrir les richesses de l'Evangile. Là, l'amitié arrive à jouer à plein.

« C'est le regroupement de ces équipes qui constitue la Communauté Antoine Chevrier ». Il est bon d'apprendre à les connaître, à travers des exemples bien précis, dans ce petit livre, plus riche qu'il n'en a l'air. En 100 pages, vous comprendrez beaucoup de choses.

Jean VINATIER.

---

**" Europe : le défi culturel "** par Jean-Marie Domenach  
(Ed. La Découverte).

---

Le but de ce livre est de nous faire découvrir ce qu'il est nécessaire d'entreprendre pour que l'Europe ne soit pas seulement un amalgame politique, mais se forge une véritable culture, qui soit la sienne. Car elle n'existe pas. Sans doute des

échanges d'étudiants, des voyages organisés, peuvent nous aider. Il faudrait bien plus pour que naisse une « culture européenne ». Le « fédéralisme » prôné par certains n'est pas une solution. La « Communauté européenne » des 320 millions de consommateurs « qui consentent à l'abandon de leur souveraineté nationale au profit de la croissance de leur niveau de vie », ce serait — c'est déjà — le triomphe de la consommation matérielle.

Il nous faut retrouver les grandes perspectives d'Emmanuel Mounier et d'Esprit — dont J. M. Domenach fut longtemps le directeur. Pour cela, il faut dépasser aussi bien les nationalismes trop étroits que les hégémonies tentatrices. L'Europe est en attente d'une « communauté de destin ». La France, à cause du rayonnement passé de sa culture, a sûrement une place de choix dans cette recherche. Le christianisme aussi. L'auteur cite cette phrase de P. Valéry : « Toute race et toute terre qui a été successivement romanisée, christianisée et soumise, quant à l'esprit, à la discipline des Grecs, est absolument européenne ».

Ce qu'il y a de plus original, dans ce livre, est certainement l'Annexe intitulée : « Dix actions pour l'Europe ». J'en cite quelques-unes des plus intéressantes :

- « — Installer un Collège d'Europe sur la montagne Sainte Geneviève ;
- Promouvoir, dans les provinces, six ou sept capitales régionales à vocation européenne, tournées chacune vers un pays voisin ;
- Réunir des personnes compétentes au niveau européen afin d'approfondir la réflexion et de présenter des propositions sur les problèmes-clé de la civilisation européenne... ».

Il est dommage que l'auteur n'ait pas dit comment il voyait dans tout cela l'avenir du christianisme et le rôle qu'il souhaite voir réalisé par les chrétiens.

Quelques livres qui permettent d'approfondir le sujet :

**F. Braudel** : « L'identité française », Arthaud.

**E. Morin** : « Penser l'Europe », Gallimard.

**Groupe J. Maritain** : « Colloque pour une politique européenne de la culture » (Economica).

J. V.

---

**Thérèse de Lisieux** par Pierre Descouvemont, H. Nils Loose (Editions Cerf).

---

Ce magnifique album de 320 pages, avec ses centaines d'illustrations passionnera tous ceux qui veulent mieux connaître. Thérèse de Lisieux, Nous savions que Céline, Mère Agnès et Thérèse elle-même avaient dessiné et peint quantité d'images.

Nous avons les 2 albums concernant ses photos authentiques. Mais nous n'avions pas la somme des images qui ont constitué **son environnement**. Photos de la visitation du Mans, des classes de l'abbaye, images du Carmel, du célèbre voyage de Thérèse à Rome, images peintes par elle-même, etc... C'est un ensemble unique et tellement évocateur.

Il fait mieux ressortir **les intuitions spirituelles géniales** de Thérèse : car, à mon avis, rien ne pouvait alors lui faire pressentir sa Voie d'Amour, et son Acte d'offrande, ni sa terrible épreuve de la Foi. Le Carmel de Lisieux : un Carmel, parmi tant d'autres... Mais dès que la sainte apparaît, son visage transfigure tout et on ne peut en détacher les yeux.

Habitué que nous sommes aux belles photos en noir et blanc de Ste Thérèse, on sera peut-être étonné de les découvrir, ici, avec cette teinte légèrement jaunie, si caractéristique des photos anciennes : les auteurs ont poussé le scrupule jusqu'à les restituer, telles qu'elles se présentaient aux religieuses de ce temps-là : c'est bien l'environnement exact qu'a connu Thérèse.

Une anecdote savoureuse pour terminer. Lors de la première année de la Mission, à Lisieux, le Père Augros conduisait un jour les séminaristes au Carmel où ils rencontrèrent Mère Agnès, alors toute heureuse de notre implantation près de la chaise de sa « petite sœur ». Après leur avoir parlé, mère Agnès leur offrit la reproduction d'une image peinte en 1894 par Sœur Thérèse de l'Enfant Jésus. Elle représente un étonnant Enfant Jésus, couvert de roses et de lis, couché sur la paille de la crèche et qui porte sa main à l'oreille. Son visage est radieux : et mère Agnès avait écrit sur cette image ces paroles inattendues : « **Il écoute la Mission de France** » ! Le tableau authentique qui avait été donné à Mère Agnès pour sa fête se trouve à la Visitation de Chartres. (Reproduit page 159 dans l'album des Descouvement).

J. V.

---

## **François Marty, évêque en France**

par Daniel Escoulen (Editions du Rouergue).

---

« Mon histoire personnelle n'aurait guère d'importance si elle n'était pas reflet d'une page de l'Histoire de l'Eglise, l'écho d'une parole que l'Esprit du Seigneur lui adresse pour le monde de notre temps ». Ces paroles introduisent le livre que vient de consacrer au Cardinal Marty, un journaliste de son Rouergue natal. L'intérêt particulier de ce livre réside moins dans les sources d'archives (— elles sont loin d'être toutes ouvertes —) que dans la foule de témoignages de ceux qui ont connu le

prêtre du Rouergue, l'évêque de St Flour, Reims et Paris, et le retraité de Monteils. Evêques, prêtres et laïcs se succèdent dans un hommage chaleureux, sincère, vibrant à cet homme de Dieu qui sait être un ami incomparable, je puis personnellement en témoigner, avec l'évêque du Mans qui fut son secrétaire.

Le chapitre XIV rappelle ses années comme prêtre de la Mission. Et partout les mots du Cardinal s'imprègnent en nous et prennent racine.

« Je travaille Dieu un peu comme je travaillais mon jardin... Un paysan sait qu'il se passe de grandes choses en hiver... Un prêtre est un passionné de Dieu... Je veux ramer avec vous pour une communauté fraternelle... La liberté est un bien si important pour l'évangélisation qu'il me faut veiller sur elle avec scrupule... La non-violence est mon chemin, chemin pascal de la Croix... Et l'Eglise se sait en mouvement : Vatican II... (on sait qu'avec quelques experts de la Mission il rédige le texte sur la vie des prêtres où est réintégré la présence au travail). Saurons-nous vivre en citoyen-pèlerin sans avoir la nostalgie de la chrétienté ?.. » on ne peut tout citer...

De très nombreuses photos font revivre les grands moments de cette vie qui se lit un peu comme le roman d'un évêque-paysan comme on n'en fait plus...

J. V.

---

### **L'Eglise et l'histoire** par Pierre Pierrard (Editions Desclée de Brouwer).

---

Ce n'est pas un livre d'histoire, et ce n'est pas non plus une méditation sur l'histoire. C'est un regard engagé dans l'histoire de l'Eglise, plus exactement, en certains moments décisifs de son histoire.

La dernière page de ce livre en dit l'esprit :

« Je ne juge pas le pape, qui, après tout, témoigne pour l'Eglise dans un univers qui ne vit plus que d'images ; je ne juge pas l'Eglise, qui est ma mère. Mais je ne peux pas ne pas leur dire qu'ils ne doivent pas détourner l'histoire de son cours ; que l'histoire est un risque à assumer pleinement, une longue leçon de lucidité, d'humilité. « L'Eglise enseignante » insiste auprès de « l'Eglise écoutante » — car cette distinction existe toujours ! — pour qu'elle se convertisse, se confesse, se repente ; peut-être oublie-t-elle, dans sa sérénité, que ce devoir s'impose à l'Eglise tout entière, qui est solidaire, tout entière, du présent et du passé de ceux et de celles, clercs ou laïcs, dignitaires ou

simples piétons, qui la composent. Trop fréquemment, l'Eglise est tentée de se dédouaner d'un passé dont les manques ou les fautes ont cependant contribué à accentuer la déchristianisation de notre société, de l'Europe, de cette Europe à l'égard de laquelle le pape actuel manifeste un curieux sentiment de haine-amour. L'Eglise a perdu beaucoup de monde en route : ce n'est pas nécessairement par la faute des autres membres du convoi.

Mais, reprenant le mot de Joseph de Maistre — un écrivain qui n'appartient pourtant pas à mon panthéon — j'ajoute : « L'Eglise n'est pas un cadavre gelé ». Les chiffres le disent : on dénombre 401 479 prêtres catholiques et 885 645 religieuses ; or être prêtre ou religieuse à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, ce n'est pas rien. N'étant pas sociologue, je ne m'arrêterai pas à ces chiffres. D'autant moins qu'ils ne représentent — si l'on peut dire — que la partie émergée de l'iceberg et qu'ils se taisent sur la masse invisible des hommes et des femmes sans qualification dont l'activité, l'humilité, la sainteté, depuis des siècles, et à de grandes profondeurs, assurent la survie de l'Eglise et la dignité de la terre des hommes.

En tant qu'historien, je dis que j'ai été heureux d'écrire le présent ouvrage ; mon éditeur m'a en effet permis de réaliser une opération salubre, à la fois pour moi — qui ne me sens pas toujours à l'aise dans l'Eglise de Jean Paul II — et pour mes lecteurs. Une opération qui consiste à montrer que, qu'elles qu'aient été et quelles que soient ses faiblesses, malgré ses blocages, les freinages inutiles, les détournements, les éboulis, l'usure des canalisations, les pertes d'espaces et de temps, l'Eglise, depuis deux mille ans, soumise à l'épreuve de l'histoire, par l'action de l'Esprit et la sainteté obscure de tant de ses membres, a toujours assuré le passage, au milieu des hommes, de l'Évangile ».

Voici donc un appel non pas seulement à se souvenir, mais à reconnaître ce chemin par où l'Eglise est passée, afin d'inscrire dans la « mémoire du futur » ce qu'elle a reçu, ce qu'elle a soutenu, ce qu'elle a trahi (et il faudrait écrire « ce » et « ceux »...).

Et puis il vaut la peine de lire d'une traite la chronologie essentielle proposée à la fin de l'ouvrage.. Il y a des rencontres de dates bien intéressantes pour qui, comme moi, est sans mémoire !

Jean-Marie Ploux.

---

## Trois livres sur l'Amérique Latine

---

A la veille de l'anniversaire des 500 ans d'histoire de l'Amérique latine : 1492-1992, les Editions Ouvrières nous offrent trois livres complémentaires pour nous aider à comprendre les hommes de ce continent à partir de saints et des combattants de la liberté.

Nous saisissons d'autant mieux, à la lecture de ces ouvrages, les enjeux de la réunion de l'épiscopat latino-américain en 1992 à São Domingo.

— Christian Rudel, dans son livre : « **Les combattants de la liberté** » veut rétablir la vérité : « en fait, l'image de l'indien passif et acceptant avec résignation la domination étrangère est un vaste mensonge historique... ». Ces « siècles de luttes passés sous silence », il nous les restitue à travers de grandes figures depuis Tupas Amaru II, Tiradentes au Brésil, Toussaint Louverture en Haïti, Bolivar, Morazan, Emiliano Zapata et bien d'autres. Nous découvrons cette immense foule de combattants anonymes qui, à travers les mouvements populaires, ont lutté pour la libération du continent depuis 5 siècles.

— Dans « **les Rebelles de l'Eglise** », Roger Trefeu, dès la première page, définit le pourquoi de son livre :

« A elles seules, les 12 personnes dont nous avons choisi de retracer la vie ne sont pas l'histoire de l'Eglise en Amérique latine depuis cinq cents ans. Mais, pour exceptionnelle qu'elle ait été ou, justement, parce qu'elle a été exceptionnelle, l'action de ces prophètes a marqué l'histoire de manière indélébile. De cette histoire de l'Eglise, de cette histoire de l'Amérique latine, ils ont changé le cours ; C'est ce que ce livre veut montrer ».

C'est avec émerveillement que nous découvrons ces hommes et ces femmes évangéliques : Antonio de Montesinos, le grand Bartolomé de Las Casas, Rosa, la Sainte du Pérou, Padre Cicéro tant vénéré encore au Brésil, Camilo Torrès et Dom Helder Camara ! Oui « la colonisation espagnole fut, a tout prendre, moins cruelle que la française ou anglaise. Et cela, c'est à des chrétiens, des religieux... qu'on le doit ». (p. 30).

— « **Un continent en quête d'Unité** », le titre même du livre de Françoise Barthélemy, collaboratrice au « Monde Diplomatique », traduit bien son propos. « Ni les rivalités politiques, ni l'égoïsme « nationaliste » n'ont été les freins principaux à ce que l'Amérique latine se constitue en région... mais sa « vocation » paraît être de vendre des matières premières aux Etats-Unis, à l'Europe et au Japon » et « aujourd'hui les échanges entre les pays de la région sont entravés par l'énorme poids de la dette extérieure ». « Une véritable saignée. C'est l'Amérique latine qui apporte de l'argent aux pays développés — une moyenne de 30 milliards de dollars par an au cours des dernières années — et non le contraire... ».

L'Amérique latine est-elle condamnée à être indéfiniment colonie des grandes puissances ? Le nouvel ordre économique qui se met en place se fera-t-il au profit des pays du Sud ?

Graves questions que pose Françoise Berthelemy et elle conclut :

« Je pense que nous sommes arrivés à un point limite où il nous faut choisir : ou nous changeons radicalement de stratégie et nous privilégions l'intégration ou nous devons cesser de penser à l'Amérique latine et aux Caraïbes comme à un projet politique pour le futur ».

Yves BOUYER.

---

par Louis Althusser - Stock - IMEC. **" L'Avenir dure longtemps "**

**" Althusser "** par Yann Moulier Boutang

Une biographie - Tome I - Grasset - 1992 - 510 p.

---

Deux livres viennent d'être édités simultanément sur Louis Althusser, ce « maître penseur » mort en 1990, auquel on doit un renouveau de la pensée marxiste sur l'histoire et le caractère scientifique du matérialisme historique.

Le premier est autobiographique : « L'Avenir dure longtemps ». C'est un texte écrit après 1980, année où Althusser étrangle sa femme dans une crise de dé-

mence. Le livre est marqué par cette fatalité de la folie qui cernait l'homme depuis déjà de longues années, et il représente une étonnante relecture de sa vie.

Le deuxième ouvrage est le premier tome d'une biographie très fouillée écrite par Yann Moulier Boutang : « Louis Althusser, la formation d'un mythe - (1918-1956) ».

N'est-il pas curieux de vouloir s'intéresser à la vie de celui qui s'est fait le défenseur d'un anti-humanisme théorique et qui a développé l'idée de l'histoire comme un procès sans sujet ? Faut-il donc s'intéresser à l'homme derrière la science qu'il a mise en œuvre ? Si la réponse à cette question est positive, c'est que l'homme s'inscrit dans une histoire, celle mouvementée, qui entoure la guerre de 40.

C'est l'histoire d'un élève de Khâgne, à Lyon, qui est reçu à l'Ecole Normale en 1940 et part alors pour 5 ans en Allemagne, comme prisonnier.

Mais c'est surtout l'histoire d'un militant chrétien actif, qui a pour maîtres Jean Guittou et Jean Lacroix et qui, peu à peu, se rapprochera du parti communiste, jusqu'à y adhérer en 1948.

La biographie de Moulier Boutang tente de mettre en perspective tous les facteurs qui ont contribué à cette évolution : entre autre le séjour en Allemagne qui ouvre de nouveaux horizons, l'évolution intellectuelle où la lecture de Hegel sera déterminant, et la rencontre d'Hélène Rytman, au passé militant radical mais mal reçue dans le parti.

C'est dans le contexte des débuts de la guerre froide qu'Althusser va passer de son engagement dans un mouvement chrétien progressiste « Jeunesse de l'Eglise » au parti communiste, au moment où l'Eglise condamne les chrétiens qui font route avec les communistes.

Les pages de Moulier Boutang sont parfois difficiles, dans un style un peu contourné. Mais les réalités qu'il évoque sont passionnantes. L'histoire politique d'alors et celle de l'Eglise se mêlent à l'évolution intellectuelle d'un homme dont la rigueur servira une œuvre importante.

Nicolas RENARD.

---

## **Histoire religieuse du Bas-Limousin et du diocèse de Tulle**

par Jean Vinatier - Ed. Lucien Souny - 1991

---

Parallèlement à son œuvre biographique — et même autobiographique — Jean Vinatier continue son travail d'historien local. Il vient de publier l'histoire religieuse de son pays natal : le Bas-Limousin, et cet ouvrage vient d'être distingué par l'Académie Française qui lui a décerné, au titre des Prix d'Histoire 1992, le Prix Georges Goyau.

Il n'est pas possible évidemment de résumer un ouvrage qui embrasse l'histoire chrétienne de ce pays des origines à nos jours. Le récit est fait tantôt « par le bas », à partir du terrain : les pierres et les écrits, tantôt « par le haut », à partir de personnages-clé dont les moindres ne sont pas les trois papes que ce diocèse a donnés à l'Eglise. Mais on y trouve aussi mention de Marc Sangnier, fondateur du Sillon, et d'Edmond Michelet, l'un des premiers Résistants à l'occupation allemande. S'il fallait choisir quelques pages, je suggérerais celles qui sont consacrées à Mgr Berteaud, figure limousine haute en couleurs, s'il en fut. En notre temps où l'on parle tant d'inculturation il faut l'entendre dire à l'un de ses prêtres parlant en français (vers 1850 !):

« Ah, tu fais le savant, le bel esprit, tu renies la langue de ta mère. Tu es un imbécile ! Ne sais-tu pas que si saint Paul venait prêcher à tes paroissiens, il parlerait patois ? Allons, tu prêcheras désormais en patois, entends-tu ? Je le veux. Tes gens parlent en patois, ils pensent en patois ».

L'ouvrage se termine par plusieurs index qui permettent de le consulter aussi comme un dictionnaire de l'histoire religieuse du diocèse.

J.M.P.

---

## **Tomas Merton, moine et écrivain**

par Bruno Ronfard - Desclée de Brouwer - 1992

---

« La nuit privée d'étoiles »... combien sommes-nous à ne pas avoir lu ce récit de la conversion de Thomas Merton qui fut traduit en français en 1951 ? peu sans doute. L'auteur publia beaucoup d'autres ouvrages mais il fut surtout célèbre pour un anti-conformisme qui fit douter parfois de l'authenticité de sa vie monastique. En cent pages, Bruno Ronfard entreprend de restituer le visage véridique de Thomas Merton, non pas en suivant le récit linéaire de sa vie, mais en proposant des angles de vues qui mettent en relief les lignes de force de son existence de « moine engagé ». Conversion à Dieu par une conversion au réel, telle est sans doute la voie suivie par Thomas Merton sous « Le Signe de Jonas » (Titre de son journal).

Au cours de cet itinéraire, selon les mots de Bruno Ronfard, Thomas Merton « se simplifie. Il devient moins absolu ». Expression qui me paraît d'une grande profondeur et que l'on met beaucoup de temps à réaliser...

J.M.P.